

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première, deuxième et huitième chambres, saisi par le Premier Ministre, le 15 mai 1991, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "portant dispositions sociales et diverses", a donné le 21 mai 1991 (huitième chambre), le 22 mai 1991 (deuxième chambre) et le 23 mai 1991 (première chambre) l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste, tweede en achtste kamer, op 15 mei 1991 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende sociale en diverse bepalingen", heeft op 21 mei 1991 (achtste kamer), op 22 mei 1991 (tweede kamer) en op 23 mei 1991 (eerste kamer) het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le Gouvernement utilise de plus en plus fréquemment la technique législative consistant à assembler dans un projet de "loi-programme" ou de "propositions budgétaires", des dispositions assez disparates.

La doctrine a rendu compte des raisons du recours à cette manière de légiférer et elle en relève également les inconvénients pour le bon fonctionnement du régime parlementaire comme pour la qualité de l'ordonnancement juridique (1).

L'enchaînement harmonieux de dispositions complémentaires qui fait normalement la cohérence d'une législation disparaît avec les lois "mosaïques"; la juxtaposition de dispositions d'intérêt inégal, en passant, par exemple, de dispositions purement rédactionnelles à des dispositions de fond, rompt également avec la manière normale de légiférer; enfin, pour beaucoup de leurs dispositions, les lois-programmes n'ont pas la permanence qui devrait caractériser la loi. C'est un des effets induits par cette technique législative.

(1)Voyez entre autres QUERTAINMONT Ph., Le déclin de l'Etat de droit, journal des trib., 1984, pp. 273-280, ici, p. 275, nE 14; SAVIGNAC J.-Ch. et SALON S., Des mosaïques législatives ? Actualité juridique du droit administratif, 1986, pp. 3-9; PARISIS A., Les lois-programmes en Belgique : tendances et contenu, Rev. int. des sciences adm., 1981, pp. 95-104.

En conclusion, les dispositions du projet de loi présentement examinées n'échappent pas à ces critiques, que le Conseil d'Etat ne peut que réitérer d'autant plus fermement que la répétition à brève échéance d'une telle technique est particulièrement critiquable (2). Il s'y ajoute que certaines dispositions en projet modifient des lois qui n'ont pas encore été publiées au Moniteur belge.

2. La loi en projet contient des dispositions qui ont pour effet d'augmenter les dépenses de l'Etat.

Par conséquent, en application de l'article 6, 2, et de l'article 13 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, l'inspecteur des finances doit donner un avis sur de telles dispositions et le Ministre du Budget doit donc donner son accord.

L'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget n'ont pas été communiqués au Conseil d'Etat.

Sous réserve de l'accomplissement de ces formalités substantielles préalables, le Conseil d'Etat formule les observations ci-après.

(2) Voyez déjà, notamment, l'avis du 10 novembre 1989 sur un projet de loi portant des dispositions fiscales (doc. Sénat, session 1989-1990, nE 806/2, pp. 36-37) et l'avis donné les 29 et 30 avril 1991 sur un projet de loi portant des dispositions budgétaires.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.TITRE Ier. - FONCTION PUBLIQUE.Chapitre Ier. - Modification de la loi du 19 décembre 1974
organisant les relations entre les autorités
publiques et les syndicats des agents relevant
de ces autorités.Article 1er.

1. En son article 1er, le projet tend à compléter l'article 3, § 1er, 3E, de la loi du 19 décembre 1974 par cinq alinéas qui dérogent au paragraphe 1er, 1E et 2E, au paragraphe 2 de cet article 3 ainsi qu'à l'article 4, § 3, en ce sens qu'il donne compétence au comité commun de l'ensemble des services publics pour certaines matières de sécurité sociale et statutaire. Ce comité est donc compétent en principe pour les agents des services publics nationaux, communautaires et régionaux ainsi que pour les agents des services publics provinciaux et locaux.

L'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, prévoit en son paragraphe 5 :

.../...

"Les règles relatives aux relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des agents relevant de ces autorités, ainsi qu'avec les membres de ces organisations syndicales, relèvent en ce qui concerne les Communautés, les Régions et les personnes morales de droit public qui en dépendent, y compris l'enseignement, de la compétence de l'autorité nationale, sauf en ce qui concerne la Radio-Télévision belge de la Communauté française et le Commissariat général aux relations internationales de la Communauté française. Toutefois, l'Exécutif concerné peut décider d'appliquer pour ces institutions, les dispositions légales précitées".

L'article 12, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1988 prévoit que le paragraphe 5 précité entre en vigueur le 1er janvier 1989.

Il en résulte que le législateur national est compétent pour modifier les règles visées audit paragraphe 5.

Toutefois, l'article 1er, b, 1E à 10E, de la loi en projet, par l'énumération des matières qu'il contient, semble préjuger des domaines dans lesquels des droits fondamentaux doivent être reconnus par l'arrêté royal visé au paragraphe 4 de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988.

Une telle interprétation est conforme à l'intention du Gouvernement - intention qui résulte de l'expression "au titre de droits minimaux", utilisée dans l'alinéa 8 en projet, et du passage suivant de l'exposé des motifs : "Le

.../...

contenu de certains droits minimaux sera inté-gré dans l'arrêté royal désignant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire". Il y a lieu néanmoins de constater que la loi en projet empiète sur les compétences réservées au Roi par l'article 87, § 4, précité, de fixer, après avis des Exécutifs et après délibération en conseil des ministres, les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de la fonction publique.

2. A l'alinéa 8, a, 1E, en projet, mieux vaudrait écrire :

"1Ela réglementation relative aux allocations fami-liales, lorsqu'elle concerne spécifiquement le secteur public".

3. A l'alinéa 8, a, 4E, en projet, il faut écrire :

"4E... par rapport à l'indice des prix à la consommation".

4. A l'alinéa 8, b, 11E, en projet, il faut écrire :

"11E... et pour lesquels existe un régime propre de pension".

.../...

Chapitre II. -Assujettissement de certains agents des services publics à l'assurance contre le chômage et à l'assurance maladie (secteur des indemnités).

Observations générales.

1. Aux termes de l'exposé des motifs, les dispositions du présent chapitre ont pour objet de rendre applicable l'assurance obligatoire des travailleurs contre le chômage et la maladie et l'invalidité (secteur des indemnités), ainsi que le régime des allocations familiales, à certains agents des services publics nommés à titre statutaire d'une part, et à certains membres du personnel de l'enseignement libre, rémunérés par la voie d'une subvention-traitement, d'autre part.

La question se pose de savoir si l'extension du régime des allocations familiales n'est pas superflue, compte tenu des dispositions des articles 56 et suivants des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. En effet, le régime des allocations familiales n'est pas mentionné non plus dans le régime comparable existant à l'heure actuelle, régissant les stagiaires des administrations de l'Etat licenciés pour cause d'inaptitude (article 9, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs).

.../...

2. Il appartiendra également aux auteurs du projet de vérifier s'il n'y aurait pas lieu d'adapter la loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée, modifiée par la loi du 21 décembre 1990, compte tenu du fait qu'elle poursuit un objectif similaire à celui du projet sous examen. Il conviendrait, en tout état de cause, d'éviter de faire naître l'incertitude quant au champ d'application de chacune des deux réglementations et de créer une inégalité de traitement des deux groupes de bénéficiaires.

3. Dans le texte néerlandais des différentes dispositions de ce chapitre, il y aurait lieu d'écrire, conformément au "Sociaalrechtelijk Woordenboek", "arbeids-verhouding" au lieu de "arbeidsrelatie".

4. Il appartiendra, enfin, au Gouvernement de vérifier s'il ne serait pas préférable d'insérer ce chapitre, l'article 13 excepté, dans la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, par exemple sous la forme d'un chapitre IIIBis, en adaptant bien entendu la numérotation (bis, ter ...) des articles.

Observations particulières.

Intitulé.

.../...

Il y aurait lieu de préciser l'intitulé du chapitre II comme suit :

"... de certains membres du personnel du secteur public et de l'enseignement subventionné libre à l'assurance ...".

Article 7.

Au paragraphe 1er, premier tiret, il conviendrait d'omettre les mots "ou l'employeur", ceux-ci étant superflus.

Après le second tiret, il y aurait lieu d'écrire dans le texte néerlandais : "en die uit hoofde van die arbeidsverhouding ...". Dans le texte français, on écrira "et qui du fait de cette relation ...".

Au paragraphe 2, 2E, in fine, il conviendrait d'écrire : "... organisés par des personnes physiques ou des personnes juridiques de droit privé".

Article 8.

Dans le texte français du 1E, il y aurait lieu de remplacer les mots "sur base" par les mots "en vertu".

Dans le 2E, il conviendrait d'écrire "ayant atteint l'âge de la retraite ou ...".

Le 3E exclut les personnes "dont la relation de travail en service public est rompue à cause d'absences

.../...

injustifiées". Selon l'exposé des motifs, "dans ce cas, il peut être présumé que les absences équivalent de fait à une démission volontaire".

Le caractère raisonnable de cette différenciation de traitement d'agents démis pour le motif précité et de ceux qui sont licenciés pour des motifs autres et quelquefois plus graves, peut être mis sérieusement en doute.

Article 9.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire sous a) "de leur relation de travail, elles ..." et sous b) "ou elles fournissent ...".

Article 10.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y aurait lieu d'écrire dans le texte néerlandais du 1E :

"... om gerechtigd te zijn op de werkloosheidsuitkeringen";

.../...

et dans le texte français du 2E :

"pour l'admission de l'intéressé au bénéfice des prestations de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités".

En vertu de l'alinéa 2, les cotisations du travailleur sont également à charge de l'employeur "sauf si la cessation de la relation de travail donne lieu, en vertu du statut applicable à l'intéressé, à la liquidation d'une prime, allocation ou indemnité de départ ou à un délai de préavis à prester (lire : à accomplir)".

En ce qui concerne cette dernière hypothèse se pose la question de savoir comment il conviendra de faire application de cette disposition d'exception si, par exemple, le délai de préavis est fixé à trois mois et que la durée de la période de retenues, visée au paragraphe 1er, 1E et 2E, est supérieure à trois mois.

*

Compte tenu des précisions fournies par le délégué, selon lequel il y a lieu de prendre en considération le traitement d'un emploi à temps plein pour un membre du personnel à temps réduit également, il conviendrait d'adapter le paragraphe 2 comme suit :

"Les cotisations visées au § 1er sont calculées sur la base du dernier traitement d'activité de l'intéressé, transposé en cas de besoin sur la base d'un traitement afférent à un emploi à temps plein".

.../...

*

L'on n'aperçoit pas comment la restriction prévue au paragraphe 3 devra être appliquée à des carrières mixtes, c'est-à-dire si l'intéressé a été successivement au service de plusieurs services publics ou établissements d'enseignement subventionnés.

Article 12.

La disposition de l'alinéa 1er induit à la conclusion logique que dans les cas visés, les versements effectués en application des articles 9 et 10 seront restitués. Cette conclusion semble toutefois être contredite par l'alinéa 2, qui ne mentionne que le remboursement de cotisations dues par le travailleur. Il y aurait lieu de revoir le projet sur ce point.

Article 13.

Il y aurait lieu de formuler cet article comme suit :

"Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge".

Observation finale.

.../...

Dans les articles 8, 1E et 9, phrase introductive, il conviendrait de se référer à l'article 7, et non à l'article 1er.

TITRE II. - AFFAIRES SOCIALES.

Chapitre Ier. - Office national de sécurité sociale.

Article 14.

Dans la phrase liminaire, il conviendrait de faire mention de la modification apportée à l'article 21 par la loi du 6 juillet 1989.

C'est par la voie d'un arrêté royal et non pas par règlement de l'Office national, ainsi que le dispose à tort l'article 21, § 1er, alinéa 2, nouveau, qu'il convient de fixer les conditions générales auxquelles les employeurs assujettis peuvent être contraints à effectuer la déclaration à la sécurité sociale par supports électroniques, et de désigner les catégories générales d'employeurs.

Il y a lieu de constater, en outre, que l'alinéa 3 ne comporte aucune disposition relative au problème de la signature de la déclaration qui est faite par support électronique.

Aux termes de l'article 21, § 2, nouveau, les employeurs pourront demander une intervention dans les frais d'administration encourus pour leur affiliation à un

.../...

secrétariat social faisant usage du support électronique en vue de la déclaration à la sécurité sociale.

Il appartiendra au Gouvernement de vérifier si des employeurs qui assurent eux-mêmes la déclaration obligatoire par support électronique et ont, de ce fait, engagé des frais, ne doivent pas, eux aussi, pouvoir prétendre à pareille intervention. Le cas échéant, l'exposé des motifs devrait indiquer les raisons objectives pour lesquelles cette intervention est instaurée à l'égard d'une catégorie d'employeurs et non pas à l'égard de l'autre catégorie.

Il conviendrait, au surplus, d'écrire in fine du paragraphe 2 :

"... et la période pendant laquelle elle est accordée, et qui ne peut pas dépasser une période de 8 trimestres".

Chapitre II. -Sécurité sociale - Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Article 15.

Il y aurait lieu de modifier le texte comme suit :

"A l'article 1er, § 2, phrase introductive, in fine, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal nE 502 du 31 décembre 1986, les ...".

.../...

Article 16.

Dans la phrase liminaire, il conviendrait de faire mention des modifications apportées par l'arrêté royal nE 502 du 31 décembre 1986 et par la loi du 22 décembre 1989.

Article 17.

Ici également, il y aurait lieu de faire mention de la modification par l'arrêté royal nE 502 du 31 décembre 1986.

Il convient de remarquer, au surplus, qu'actuellement l'article 1er de la loi du 1er août 1985, visé dans le texte en projet, ne contient pas de paragraphe 4.

Article 18.

Au 1E, il y aurait lieu de remplacer chaque fois "7E" par "8E".

Il a été communiqué au Conseil d'Etat que l'extension de la compétence du Roi, instaurée par le 2E, ne porte que sur des adaptations à la suite de changements de dénomination.

.../...

L'adaptation visée ayant déjà été opérée par l'article 3 de l'arrêté royal du 23 octobre 1989 modifiant certaines lois et arrêtés à la suite de la transformation de la Caisse spéciale d'allocations familiales des administrations locales et régionales en Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, il conviendrait d'omettre le 3E.

Chapitre III. - Mesures contre les activités des pourvoyeurs de main-d'oeuvre.

Article 22.

L'article 30ter, § 6, C, nouveau, de la loi du 27 juin 1969 est manifestement superflu, dès lors que l'article 31, alinéa 2, de la même loi se réfère déjà à la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail et qu'il ne s'agit pas d'une infraction visée à l'article 32 de la première loi citée.

.../...

Article 26.

Cet article règle l'entrée en vigueur de certaines dispositions du chapitre III. A ce sujet, l'exposé des motifs indique :

"Cet article fait coïncider la date d'entrée en vigueur du présent chapitre à celle de l'article 30ter, sauf en ce qui concerne les nouvelles sanctions qui entreront en vigueur au 1er juillet 1991".

Il résulte toutefois des dispositions de l'article 26 que l'article 30ter, § 6, B, alinéa 1er, entre en vigueur le 1er avril 1990, alors que l'alinéa 2, auquel se réfère l'alinéa 1er, n'entre en vigueur que le 1er juillet 1991. Il appartiendra aux auteurs du projet de vérifier si ce système est réalisable dans la pratique.

Il y aurait lieu, enfin, d'omettre les mots "tel que modifié par la présente loi".

Chapitre IV. -Sécurité sociale de la marine marchande.

Article 27.

Dans le texte néerlandais de l'article 2bis, b), nouveau, il conviendrait d'écrire : "... hetzij door bemiddeling van ...".

Article 29.

.../...

Il y aurait lieu d'omettre la référence aux dispositions modificatives des deux dispositions légales citées dans cet article.

Chapitre V. -De l'assurance maladie-invalidité.

Section première.

L'intitulé de la section 2 - Des devoirs des médecins et des praticiens de l'art dentaire, du chapitre IV du titre III de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, devra être adapté à la teneur de l'article 35, nouveau, de la loi précitée.

Article 31 .

Il se déduit de la référence à l'article 35, nouveau, de la loi du 9 août 1963, figurant à l'article 79bis, § 1er, alinéa 1er, nouveau, de la même loi (article 32, premier tiret, de l'avant-projet), que l'article 35 comprend quatre alinéas.

Ce fait devrait être mieux mis en évidence au point de vue typographique (le texte français ne comptant que trois alinéas).

Dans l'avant-dernier alinéa du texte néerlandais, il y aurait lieu d'écrire : "De andere zorgverstrekkers dan die bedoeld in het eerste lid ...".

.../...

Ainsi que le délégué du Gouvernement l'a confirmé, le dernier alinéa vaut tant pour les médecins et praticiens de l'art dentaire que pour les autres prestataires. Il y aurait lieu, dès lors, d'écrire : "Le caractère inutilement onéreux des examens et des traitements visés dans le présent article, ainsi que le caractère superflu des prestations, doivent être ...".

Section 2.

Article 32.

Il convient de déduire de la référence aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 35 de la loi du 9 août 1963, figurant dans l'article 79bis, § 1er, alinéa 1er, nouveau, de la loi, que la compétence de la commission de contrôle existante est étendue à tous les prestataires et ne se limite pas, dès lors, aux médecins.

Une plus grande clarté devra être faite dans l'avant-projet sur le point de savoir si la composition de la commission de contrôle et de la commission d'appel existantes sera adaptée à la sphère de compétences élargie. En effet, si l'article 33 de l'avant-projet donne à penser, par la modification de l'article 79ter, § 1er, de la loi, que cette composition sera adaptée, il convient de constater, par ailleurs, que l'avant-projet ne modifie en rien l'article 79quater de la loi, réglant la composition des commissions concernées.

*

.../...

Le paragraphe 3, nouveau, de l'article 79bis de la loi du 9 août 1963 doit, selon le délégué du Gouvernement, être interprété en ce sens qu'en première instance la commission de contrôle et la commission d'appel existantes, dont la sphère de compétences est élargie, interviendront à l'égard de tous les prestataires, mais qu'un arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres, pourra instituer, par catégorie de prestataires, une commission de contrôle spécifique ainsi que, le cas échéant, une commission d'appel, soustrayant ainsi la catégorie concernée de prestataires à la sphère de compétences de la commission de contrôle et de la commission d'appel existantes.

Il conviendrait que cette précision soit indiquée au moins dans l'exposé des motifs.

Il va de soi, par ailleurs, que les dispositions contenues aux articles 79bis, 79ter, 79quater et 79quinquies, relatives à la composition, au fonctionnement et à la procédure de la commission de contrôle et de la commission d'appel actuellement existantes seront rendues applicables aux nouvelles commissions qui seraient éventuellement instituées. Il conviendrait de compléter le projet sur ce point.

Article 34.

A l'article 79quinquies, § 1er, nouveau, il conviendrait d'écrire : "... ou une commission de profil, visée à l'article 20bis de la présente loi, ou ... estiment ...".

.../...

Article 35.

A la suite de l'insertion de l'alinéa nouveau à l'article 90bis, il conviendrait d'adapter comme suit l'alinéa 3 actuel (devenant l'alinéa 4) :

"Le Roi fixe les modalités de publication des décisions définitives concernant l'interdiction visée à l'alinéa 2".

Chapitre VI. -Maladies professionnelles.Article 37.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de viser la modification apportée par l'arrêté royal nE 133 du 30 décembre 1982.

.../...

Chapitre VII. -Dispositions relatives au revenu garanti aux personnes âgées, aux allocations aux handicapés, au droit à un minimum de moyens d'existence et aux prestations familiales garanties.

Article 38.

1. Eu égard à la disposition inscrite à l'alinéa 4 de l'article 1er, § 2, en projet, il conviendrait d'écrire, dans la phrase liminaire de l'alinéa 1er, "avoir sa résidence réelle en Belgique" au lieu de "résider réellement en Belgique".

2. Dans le texte néerlandais, il y aurait lieu de rédiger comme suit l'article 1er, § 2, alinéa 1er, 1E, en projet : "1E de personen die Belg zijn;".

3. Il conviendrait d'améliorer l'énoncé de l'article 1er, § 2, alinéa 1er, 2E, en projet, de la manière suivante :

"2Eles personnes visées par (et non : qui bénéficient de) le règlement (CEE) nE 1408/71 du 14 juin 1971 du Conseil des Communautés européennes relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et (et non : ainsi qu') aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté;".

.../...

4. A l'article 1er, § 2, alinéa 1er, 4E, en projet, il serait plus adéquat d'écrire : "les réfugiés visés à l'article 49".

5. Il y aurait lieu de rectifier le texte néerlandais de l'article 1er, § 2, alinéa 1er, 6E, en projet, de la manière suivante : "de personen van (et non : "met") buitenlandse nationaliteit" et "van werknemer (au singulier) of (et non : "op") zelfstandige (au singulier)".

6. Les alinéas 3 et 4 de l'article 1er, § 2, en projet, gagneraient à être rédigés comme suit :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'application de la présente loi, dans les conditions fixées par Lui, à d'autres catégories de personnes que celles visées à l'alinéa 1er qui ont leur résidence réelle en Belgique.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ce qu'il y a lieu d'entendre par résidence réelle, pour l'application de la présente loi".

Article 39.

1. La loi du 22 décembre 1989 ayant laissé inchangé l'article de la loi du 27 février 1987 qui est modifié à présent,

.../...

il y aurait lieu de ne pas faire référence à cette loi dans la phrase liminaire de l'article 39.

2. Les observations formulées, sous les points 1, 2, 3, 4 et 6, dans l'analyse de l'article 38, valent également en ce qui concerne l'article 4 de la loi du 27 février 1987 envisagé par le présent article.

3. Dans la version néerlandaise de la phrase introductive de l'article 4, § 1er, en projet, on écrira : "Hij die op een tegemoetkoming aanspraak maakt ...".

Article 40.

1. Il conviendrait de rectifier la phrase liminaire de la manière suivante :

"..., modifié par l'arrêté royal nE 244 du 31 décembre 1983, par la loi du 1er août 1985 et par l'arrêté royal du 9 novembre 1988, est complété ...".

2. L'intention étant sans doute de rendre les dispositions de l'article 18, alinéas 2, 3 et 4, de la loi du 7 août 1974 applicables à la subvention supplémentaire de 50 p.c. qui est établie par le projet, il serait préférable d'insérer la disposition en projet dans une seconde phrase à ajouter à l'alinéa 1er et non de la faire figurer dans

.../...

un alinéa 5. Dans cette hypothèse, cette phrase pourrait être conçue comme suit : "La subvention est égale à 100 p.c. dans les cas où le minimum de moyens d'existence est octroyé à un bénéficiaire non inscrit au registre de population".

Articles 41 et 42.

1. Du point de vue de la technique législative, il est recommandé de réunir, en un seul article de la loi modificative, les dispositions modifiant un même article d'une loi existante.

Il conviendrait de remplacer, dès lors, les articles 41 et 42 comme suit :

"Art. 41. A l'article 1er de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifiée par l'arrêté royal nE 242 du 31 décembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1E l'alinéa 1er est complété par les mots "...";

2E l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

"...".

.../...

2. Pour le motif indiqué dans l'analyse de l'article 38, sous le point 1, mieux vaudrait également rédiger comme suit l'ajout à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 20 juillet 1971, envisagé par le projet : "qui a sa résidence réelle en Belgique".

L'article concerné soulève, en outre, la question de savoir s'il ne serait pas souhaitable d'insérer également dans la loi du 20 juillet 1971, sur l'exemple des lois des 1er avril 1969 et 27 février 1987 (voir les articles 38 et 39 du projet), une disposition autorisant le Roi à préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par résidence réelle, pour l'application de la présente loi.

3. Le délégué du Gouvernement a confirmé que, comme le prévoient les articles 38 et 39 du projet, il importe de faire usage, ici aussi, de la notion de "personnes visées par le règlement (CEE) nE 1408/71 du 14 juin 1971 du Conseil des Communautés européennes relatif à ..." au lieu de la notion de "ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne".

Article 43.

Ne se rapportant pas uniquement à la section 4 du chapitre VII du titre II, mais également à d'autres sections de ce chapitre, il conviendrait d'inscrire cet article dans une "Section 5 : Entrée en vigueur".

.../...

Chapitre IX. -Disposition relative au financement du contrôle
des assureurs-loi (accidents du travail).

Article 47.

Le 2E et le 3E doivent permuter et il convient de formuler les phrases liminaires comme suit :

"2Eentre les alinéas 1er et 2, il est inséré un alinéa s'énonçant comme suit :

"Avant chaque exercice, ... Prévoyance sociale.";

3El'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

"Un arrêté ministériel ... ces établissements".

Ensuite, il est recommandé de préciser dans le nouvel alinéa 2 de l'article 14 de la loi du 23 juillet 1932 que la cotisation provisoire est fixée par arrêté ministériel.

.../...

Chapitre X. -Modifications de la loi du 6 août 1990 relative
aux mutualités et aux unions nationales de
mutualités.

Article 48.

En ce qui concerne la modification que le paragraphe 2 entend apporter à l'article 2, § 3, premier alinéa, de la loi du 6 août 1990, l'exposé des motifs (p. 31) porte ce qui suit :

"L'ajout de "notamment" dans le dernier alinéa de l'article 2, § 3, a pour but de prévoir la base légale afin de pouvoir, si nécessaire, adapter la notion de "membre" en fonction des nécessités de l'assurance indemnités obligatoire, visée à l'article 3, a), de la loi du 6.8.90".

La question se pose de savoir si l'objectif poursuivi par les auteurs du projet ne serait pas mieux atteint en écrivant à l'article 2, § 3, dernier alinéa : "... la notion de "membre", en ce qui concerne les services visés à l'article 3".

.../...

Chapitre XI. -Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

Article 50.

1. Du point de vue de la technique législative, il est recommandé de faire figurer les deux paragraphes de cette disposition dans deux articles distincts.

2. L'alinéa nouveau (en néerlandais, on écrira "het nieuwe lid" au lieu de "de nieuwe alinea") dont l'article 50, § 1er, envisage l'incorporation à l'article 3 de la loi du 27 février 1987, gagnerait à être inséré entre les alinéas 1er et 2 de cet article.

3. Le paragraphe 2 conférant des effets rétroactifs à la disposition du paragraphe 1er, il faudrait écrire "produisent leurs effets le" au lieu de "entrent en vigueur le".

Chapitre XII. -Modification de la loi du 1er janvier 1990, relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale.

Article 54.

La raison de cette entrée en vigueur particulière n'a pas été communiquée au Conseil d'Etat.

Chapitre XIII. -Dispositions relatives aux conditions d'octroi d'une pension à charge du Trésor public pour les médecins des institutions hospitalières relevant du secteur public.

Article 55.

1. Selon l'exposé des motifs, cette disposition a pour objet de "préciser les conditions d'octroi d'une pension publique aux médecins exerçant leur activité dans les institutions hospitalières relevant du secteur public (Communauté, province, C.P.A.S., intercommunale ...)".

Il pourrait se déduire du 2E du paragraphe 1er qu'il doit s'agir de médecins soumis à l'application de l'article 132, § 1er, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

Par conséquent, il y a lieu manifestement d'entendre par "institutions hospitalières" (qui, dans la version néerlandaise de l'exposé des motifs, sont désignées indifféremment par "verplegingsinrichtingen" et "verplegingsinstellingen"), les "hôpitaux soumis à l'application de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, pour autant qu'ils soient gérés par une personne publique". Il est recommandé de préciser dans ce sens la définition du champ d'application de la disposition en projet et de faire toujours usage, dans la suite du texte, du terme "hôpital".

Par ailleurs, il devrait ressortir du texte, ou au moins de l'exposé des motifs, si la disposition envisagée par le projet est applicable ou non aux médecins attachés à un établissement auquel l'application des dispositions de la loi sur les hôpitaux a été étendue, sur le fondement de l'article 5

de cette loi, et aux médecins attachés à un hôpital qui, sur le fondement de l'article 7 de la loi, a été soustrait, en tout ou en partie, à l'application de certaines de ses dispositions.

2. Le projet manque également de la précision requise en ce qui concerne la désignation du débiteur de la pension et du régime de pension applicable. Aucune distinction n'est même faite entre ces deux questions, ainsi que l'indique le membre de phrase "peuvent prétendre à une pension de retraite à charge du Trésor public ou à une pension de retraite accordée en vertu du chapitre VI (lire : du titre III) de la nouvelle loi communale", qui figure au paragraphe 1er.

Selon la rédaction actuelle du texte, la pension serait toujours à la charge du Trésor public (lire : de l'Etat) - ce qui ne répond probablement pas à l'intention des auteurs du projet - et la pension serait calculée selon les mêmes règles (et non : en vertu de celles-ci) que celles inscrites au chapitre VI du titre III de la nouvelle loi communale - il s'agit en l'occurrence d'une formule, sinon imprécise, du moins peu élégante, dans la mesure où la disposition se rapporte également à des pensions qui devront être allouées par une autorité supérieure.

Par conséquent, un profond remaniement du projet s'impose en ce qui concerne ces deux points.

3. Le paragraphe 1er, 1E, gagnerait à être rédigé comme suit :

"1Eavoir été nommé statutairement par l'autorité compétente par un acte établissant les conditions de rémunération,

.../...

l'ancienneté pécuniaire et, le cas échéant, l'avancement de grade;".

4. Au paragraphe 2, il y aurait lieu d'omettre les mots "le droit et", dès lors que ce paragraphe est uniquement relatif à un élément du calcul de la pension et ne concerne pas le droit à la pension en soi.

5. Le paragraphe 3 a pour objet d'accorder néanmoins des droits pour le passé aux médecins hospitaliers qui sont exclus de la pension de retraite considérée par le paragraphe 1er, 2E, mais qui ont exercé leur activité à temps plein dans un hôpital sans percevoir directement leurs honoraires.

L'expression "à temps plein" devrait être précisée dans le projet même, à moins que le Roi n'y veille en exerçant la compétence que Lui attribue l'alinéa 3 envisagé par le projet. En effet, cette expression peut se comprendre de différentes manières : s'agit-il de médecins qui, outre leur consultation à l'hôpital, ne pratiquaient pas autrement leur art ou n'exerçaient aucune autre activité produisant des revenus professionnels, ou suffit-il que les intéressés effectuaient un nombre d'heures à l'hôpital pour en déduire leur activité "à temps plein" pour le compte de l'hôpital ?

Le critère selon lequel "ils n'ont pas perçu directement les honoraires" est tout aussi peu clair et devrait être précisé de la même manière que l'expression "à temps plein", eu égard à ce que l'article 133 de la loi sur les hôpitaux impose, en principe, la perception de façon centrale et que l'article 143 prévoit, à cet égard, certaines mesures transitoires.

Ainsi que l'indique l'exposé des motifs, la délégation que le paragraphe 3, alinéa 3, attribue au Roi l'autoriserait également à fixer les modalités relatives à la régularisation des cotisations. Toutefois, le texte du paragraphe 3 ne fait pas état d'une telle régularisation et devrait, dès lors, être complété sur ce point.

6. Par ailleurs, le paragraphe 3 appelle les observations de forme suivantes.

A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire "du présent article" au lieu de "de la présente loi" et, à la fin de cet alinéa, il aurait lieu d'écrire, par souci de clarté, "à ce dernier régime" au lieu de "à cette seule législation".

Il faudrait incorporer l'alinéa 3, sous la forme d'une seconde phrase, à l'alinéa 2, sans quoi les mots "du présent alinéa" devraient être remplacés par les mots "de l'alinéa 2".

7. Du point de vue de la technique législative, il est recommandé d'inscrire la disposition en projet, sous la forme d'un "Chapitre IIIBis. - Du régime de pension du médecin hospitalier", au titre IV de la loi sur les hôpitaux, permettant par là même d'omettre, dans les paragraphes 1er et 3, les mots "de la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987".

TITRE III. - PENSIONS.

Chapitre Ier. - Revenu garanti aux personnes âgées.

Observation préliminaire.

Les articles 56, 60 et 62 modifient respectivement les articles 2, 11 et 18 de la loi du 1er avril 1969, articles qui, entre-temps, selon les précisions fournies au Conseil d'Etat, furent toutefois l'objet de deux lois modificatives, datant toutes deux du 10 avril 1991, qui ont déjà été sanctionnées et promulguées par le Roi, mais qui n'ont pas encore été publiées au Moniteur belge.

Dès lors que les modifications, que les lois précitées du 10 avril 1991 ont apportées à la loi du 1er avril 1969, sont appelées à être remplacées implicitement par le projet actuellement soumis pour avis et que celui-ci deviendra nécessairement une loi dont la date sera ultérieure au 10 avril 1991, il ne fait aucun doute qu'à partir de la date à laquelle les articles 56, 60 et 62 du projet produiront leurs effets (c'est-à-dire, selon l'article 64, à partir du 1er juin 1991), les lois du 10 avril 1991 cesseront de produire leurs effets.

Afin d'éviter toute équivoque, il serait néanmoins souhaitable que le Gouvernement veille à ce que les deux lois du 10 avril 1991 soient publiées au Moniteur belge avant la loi présentement en projet, d'autant que le soin de fixer la date d'entrée en vigueur de l'une des deux lois du 10 avril 1991 fut laissé au Roi et qu'au regard de l'article 64 du présent projet, l'intention ne paraît pas être de déroger à cette disposition.

.../...

De toute évidence, après avoir sanctionné le présent projet, le Roi ne pourra plus faire usage de la délégation susdite que pour une période antérieure au 1er juin 1991. La simple combinaison des lois concernées en témoigne d'ores et déjà, de sorte qu'il est superflu - et, du reste, cela serait susceptible d'induire en erreur - de maintenir, à l'article 64 du projet, le membre de phrase "et sans préjudice des dispositions (sic) de l'article 2 de la loi du 10 avril 1991 généralisant l'enquête d'office pour l'octroi du revenu garanti aux personnes âgées".

Article 56.

1. Il conviendrait de compléter la phrase liminaire comme suit :

"..., modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1973 et par les lois du 5 janvier 1976 et du 10 avril 1991, est remplacé ...".

2. A l'article 2, § 1er, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait omettre les mots "pour un ménage", puisqu'ils n'ajoutent rien à la disposition et que, dès lors, ils ne peuvent qu'apporter la confusion.

Article 57.

Il y aurait lieu de rédiger la phrase liminaire du 4E comme suit :

.../...

"4Eau § 2, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1969 et modifié par la loi du 29 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :".

Article 58.

1. Dans le texte néerlandais de la première phrase de l'article 7, § 1er, alinéa 5, en projet, il conviendrait d'écrire : "gebouwd (et non : "bebouwd") onroerend goed".

2. La seconde phrase devrait se rattacher à la première de manière à ne former ensemble qu'un seul alinéa.

Article 60.

1. Il y aurait lieu de rédiger la phrase liminaire de cet article de la manière suivante :

.../...

"A l'article 11 de la même loi, modifié par les lois des 5 janvier 1976, 8 août 1980, 29 décembre 1990 et 10 avril 1991, sont apportées les modifications suivantes :".

2. Dans le texte néerlandais de l'article 11, § 3, alinéa 1er, en projet, on écrira : "de voordelen bedoeld in (et non : "voorzien bij") artikel 10".

Article 61.

Il conviendrait de compléter la phrase liminaire de cet article comme suit :

"..., modifié par la loi du 5 janvier 1976 et par l'arrêté royal du 15 février 1990".

Article 62.

Il y aurait lieu de formuler la phrase liminaire de cet article comme suit :

"L'article 18, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 10 avril 1991, est remplacé par la disposition suivante :".

Chapitre II. -Modifications de la loi-programme du 22 décembre 1989.

Article 65.

Etant donné que seules les prépensions qui ont pris cours après le 31 décembre 1990 tombent sous le coup du nouvel arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle et que cet arrêté est entré en vigueur le 1er janvier 1991, les effets de la modification apportée par l'article 65 en projet semblent pouvoir être limités au 1er janvier 1991 au lieu du 1er janvier 1990.

Il n'a pas été communiqué au Conseil d'Etat si cette modification rétroactive de la loi intervient dans les affaires pendantes.

Article 66.

Il convient de préciser le début du paragraphe 2 comme suit :

"Par dérogation aux articles 269 et 270 de la loi-programme du 22 décembre 1989, le Roi peut assimiler la cotisation spéciale visée à l'article 268 de la même loi, dans les conditions et selon les modalités qu'Il détermine, aux cotisations de sécurité sociale, ..."

.../...

Chapitre III. -Adaptation de l'article 6 de la loi du 29 juin 1972 contenant plusieurs dispositions en matière de pensions à charge du Trésor public.

Article 67.

1. Depuis le 1er octobre 1987, les greffiers provinciaux sont des fonctionnaires provinciaux (article 4, alinéa 2, de la loi provinciale, modifiée par l'article 1er, § 2, de la loi du 6 juillet 1987).

Ceux d'entre eux dont les services ont pris fin après le 30 septembre 1987 se voient accorder une pension unique (loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pension du secteur public).

Par une circulaire du 10 septembre 1987, le Ministre de l'Intérieur invita les conseils provinciaux à adopter un règlement en matière de pension (article 69, 1E, de la loi provinciale) tenant compte du système prévu par l'article 6 de la loi du 29 juin 1972 contenant plusieurs dispositions en matière de pensions à charge du Trésor public (application d'un tantième préférentiel d'un vingt-cinquième).

Cette manière de procéder suscita l'opposition de la Cour des comptes qui considère que les conseils provinciaux ne sont pas compétents pour déterminer la manière dont les services antérieurs au 1er octobre 1987 doivent être pris en considération pour le calcul de la pension unique. La Cour

.../...

considère en effet que l'article 3 de la loi du 14 avril 1965 impose de supputer lesdits services à raison du tantième d'un soixantième.

2. La disposition en projet vise à permettre aux conseils provinciaux de prendre en considération, pour le calcul de la pension de retraite des greffiers provinciaux, les services qu'ils ont accomplis en cette qualité avant le 1er octobre 1987, à raison d'un vingt-cinquième par année de service. Dans ce cas toutefois, seuls les services rendus en qualité de greffier provincial, avant ou après cette date, sont pris en considération.

Lorsqu'il est fait application de ce mode de calcul, l'article 3, troisième phrase, de la loi du 14 avril 1965 (application du tantième d'un soixantième) ne trouve pas à s'appliquer (alinéa 2, 1E, de l'article 6 en projet).

Par contre, en ce qui concerne la répartition du montant brut de la pension de retraite entre les différents pouvoirs et organismes intéressés, le tantième d'un soixantième est maintenu (alinéa 2, 2E).

3. Le pouvoir d'appréciation laissé aux conseils provinciaux ne peut avoir pour effet de créer des discriminations entre les greffiers qui se sont succédé dans une même province.

.../...

TITRE IV. -EMPLOI ET TRAVAIL.Chapitre II. -Modification de l'arrêté royal nE 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction.Article 70.

L'arrêté royal nE 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue de documents sociaux, ne comporte pas d'article 11ter; cette dernière mention doit donc être supprimée dans l'article 15ter en projet.

Article 71.

Cet article insère, à l'article 1er de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, un 37E, alors qu'il n'existe pas (encore) de 36E. La raison en est qu'un projet de loi sur le travail des enfants devrait insérer un 36E. Etant donné que le présent projet sera, selon toute probabilité, adopté plus tôt, le chiffre "37E" doit être remplacé par "36E".

*

Aux termes de l'exposé des motifs (p. 49), des raisons techniques d'ordre juridique justifient cet article. L'insertion d'un point 37E (lire : 36E) dans l'article 1er de la loi du 30 juin 1971 emporte toutefois que le plafond de

.../...

l'amende administrative pour les infractions visées est relevé : la limite de 20.000 francs prévue à l'article 26, 1E, de l'arrêté royal nE 230 du 21 décembre 1983 est portée à 50.000 francs.

En outre, les auteurs du projet devront vérifier si, par la même occasion, il n'y aurait pas lieu de préciser les infractions visées.

Article 73.

La rédaction de la modification de l'article 11 de la loi du 30 juin 1971 doit être adaptée à la lumière de l'observation qui a été faite sous l'article 72 en ce qui concerne le remplacement de "37E" par "36E".

En outre, il convient d'écrire : "... les mentions "34E, ... remplacées par les mentions "34E, ...".

Chapitre IV. -Modification de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Article 78.

En ce qui concerne cet article, l'exposé des motifs signale ce qui suit :

"L'article 78 confirme explicitement la thèse du Conseil d'Etat que les conventions collectives de travail ne constituent pas des actes ou des règlements administratifs

.../...

au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat".

Ce commentaire est formulé en termes trop absolus, compte tenu de l'arrêt nE 32.348 du 12 avril 1989 du Conseil d'Etat, section d'administration, en cause ASBL Fédération nationale des Unions de Classes moyennes.

Pour le surplus, il y aurait lieu de modifier le texte comme suit :

"Le Conseil d'Etat, section d'administration, ne peut prononcer l'annulation au sens de l'article 14, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, de la convention conclue dans un organe paritaire".

Chapitre VIII. -Dérogation à l'article 1410 du Code judiciaire.

Article 84.

Selon l'exposé des motifs, l'article en projet constitue une base juridique de la pratique administrative qui consiste à demander à l'intéressé de signer l'engagement de renoncer à ses indemnités à partir de la date de prise de cours de sa pension et d'autoriser la récupération de celles-ci sur le montant des arriérés de pensions dus.

.../...

Ce commentaire prête à l'erreur; il signifie vraisemblablement que le régime en projet doit remplacer la pratique actuellement en vigueur.

Le texte en projet est toutefois obscur : il n'est pas précisé à quelle disposition de l'article 1410 du Code judiciaire il est dérogé. Il a été communiqué au Conseil d'Etat qu'il s'agit de la récupération d'allocations de chômage ou d'indemnités de maladie (allocations d'incapacité de travail ou indemnités d'invalidité), versées dans l'attente de l'octroi d'une pension avec effet rétroactif. Dans cette hypothèse, il ne peut donc s'agir de "prestations payées indûment ..." au sens de l'article 1410, § 4, du Code judiciaire.

La question doit donc être entièrement repensée afin de parvenir à un système de compensation entre les organismes concernés. De plus, il faudra, le cas échéant, préciser dans quelle mesure et à quelle disposition de l'article 1410 précité il est dérogé.

Enfin, il est recommandé d'inscrire cette réglementation dans ce dernier article.

Chapitre IX. -Modification de l'article 11ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 85.

Il convient d'adapter l'article 11ter, § 2, nouveau, comme suit :

.../...

"§ 2. Les dispositions du § 1er peuvent également être appliquées pour l'engagement d'un travailleur qui remplace une personne dont la situation juridique est réglée unilatéralement par l'autorité et qui n'exerce pas ses fonctions ou qui ne les exerce qu'à temps partiel".

Chapitre X. -Modification des modalités de résiliation par le travailleur des contrats de travail conclus dans le cadre des programmes de remise au travail dont l'organisation ne relève plus de la compétence du législateur national.

Les modifications que les articles 86, 87 et 88 visent à apporter dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, concernant le régime de résiliation dans le chef des travailleurs employés dans le cadre d'un programme de remise au travail visé à l'article 6, § 1er, IX, 2E, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988.

L'article 6, § 1er, IX, 2E, précité attribue aux Régions la compétence de

"créer n'importe quel type de programme de remise au travail et y placer des chômeurs à l'exception des programmes destinés aux administrations et services de l'autorité nationale ou mis sous sa tutelle. ... Le financement des programmes de remise au travail des chômeurs est assuré par les Régions qui reçoivent de l'autorité nationale les moyens nécessaires par deux voies :

1E pour chaque chômeur complet indemnisé placé dans un programme de remise au travail des chômeurs créé par la Région,

.../...

celle-ci reçoit de l'autorité nationale une intervention financière correspondant à une indemnité de chômage. Le montant de cette indemnité est fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pour autant que le placement soit effectué dans le cadre d'un contrat de travail.

2Echaque Région reçoit en exécution de la loi spéciale de financement, une enveloppe budgétaire qui comprend l'ensemble des charges liées au placement des chômeurs dans les programmes de remise au travail des chômeurs, à l'exception du montant de l'allocation de chômage" (Doc. parl., Chambre, nE 516/1, 1988, p. 19).

Il a été confirmé au Conseil d'Etat que les modifications à la loi relative aux contrats de travail, figurant au chapitre X en projet, ont uniquement trait aux programmes de remise au travail du type susvisé. Dans ces circonstances, il serait dès lors plus conforme à la compétence que tiennent de l'article 6, § 1er, IX, 2E, de la loi spéciale du 8 août 1980, les Régions en matière d'élaboration et d'organisation de programmes de remise au travail, d'adapter la loi relative aux contrats de travail de manière à rendre le régime particulier de résiliation directement applicable aux programmes visés, sans que le Roi doive désigner ces programmes cas par cas.

Les articles 86, 87 et 88 doivent donc être fondamentalement revus.

Chapitre XI. -Institut national de recherche sur les conditions de travail.

Article 90.

.../...

Il conviendrait de formuler cet article comme suit :

"L'Institut pour l'Amélioration des Conditions de Travail, créé par l'arrêté royal nE 11 du 11 octobre 1978 portant transformation de l'Office belge pour l'Accroissement de la productivité en un établissement public dénommé : Institut pour l'Amélioration des Conditions de travail, est transformé en "Institut national de recherche sur les conditions de travail", ci-après dénommé "l'Institut". L'Institut est créé au Ministère de l'Emploi et du Travail et est un établissement public doté de la personnalité juridique".

Article 91.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, du texte néerlandais, il convient d'écrire :

"Onverminderd de bevoegdheden van andere openbare diensten ...".

Toujours au paragraphe 1er, alinéa 1er, in fine, il convient d'apporter la précision suivante :

"... et de la prévention dans les services, établissements, entreprises et associations du secteur public ou privé".

Il a en effet été communiqué au Conseil d'Etat que les services publics sont également du ressort de l'institut.

*

.../...

Les définitions peuvent être complétées par un 4E s'énonçant comme suit :

"4E le Ministre : le Ministre de l'Emploi et du Travail".

Il convient d'adapter le paragraphe 2, alinéa 2, comme suit :

"Lorsque l'Institut accepte des missions des personnes ou institutions visées à l'alinéa précédent, 2E et 3E, il peut réclamer une rétribution à cet effet".

Les auteurs du projet devront vérifier si le paragraphe 3 ne doit pas être complété comme suit :

"... coopérer avec des départements ministériels ou des organismes publics de l'Etat, des Communautés ou des Régions".

Article 92.

Le lien entre le paragraphe 1er, alinéa 1er, par lequel "le Ministre peut déléguer au fonctionnaire dirigeant des pouvoirs d'exécution ...", et l'article 94 aux termes duquel il incombe au Roi de fixer notamment les compétences du fonctionnaire dirigeant et de son adjoint, est obscur.

Il serait préférable d'inscrire dans la loi que les modalités selon lesquelles le Ministre et les fonctionnaires exercent leurs compétences, sont déterminées par arrêté royal.

.../...

Article 93.

Compte tenu des informations données par le délégué du Gouvernement, il y a lieu d'écrire au paragraphe 1er, dernier alinéa :

"... du Comité d'orientation et arrête, sur son avis, son règlement d'ordre intérieur".

*

Les missions du Comité d'orientation mentionnées au paragraphe 2, alinéa 1er, ne font pas état de "l'expérimentation" visée à l'article 91, § 1er, de l'avant-projet, qui constitue, avec la recherche, une des tâches fondamentales de l'institut.

Selon le délégué du Gouvernement, cette omission est volontaire, afin de laisser à cet égard tous les pouvoirs au Ministre compétent.

*

Au paragraphe 2, alinéa 3, la notion de "questions particulières" vise, selon le fonctionnaire délégué, les projets de recherche à caractère spécifique (par exemple en matière de robotique industrielle) qui rendent opportun le fait que, dans cette matière, des experts autorisés soient consultés.

.../...

Article 95.

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire :
"... couverts par un crédit annuel inscrit ...". Il convient également d'employer ce terme dans les autres dispositions de cet article.

Compte tenu des précisions données par le délégué du Gouvernement, il y aurait lieu d'adapter le paragraphe 2, alinéa 2, comme suit :

"... un montant supérieur au montant total du crédit visé au § 1er qui est prévu pour cet exercice, l'exédent revient au Trésor".

Article 96.

Il conviendrait de rédiger cet article comme suit :

"L'Institut est assimilé à l'Etat pour l'application de la loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces".

Article 98.

Il convient de remplacer les mots "à la date d'entrée en vigueur du présent projet" par "à la date d'entrée en vigueur du présent chapitre".

.../...

TITRE V. - SANTE PUBLIQUE.Chapitre Ier. - Institut d'hygiène et d'épidémiologie.Article 101.

Aux termes de l'exposé des motifs, cette disposition a pour effet de valider l'engagement de certains membres du personnel scientifique de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie et de l'Unité de gestion du modèle mathématique de la mer du Nord, pour répondre à des observations de la Cour des comptes.

Dans la mesure où le Conseil d'Etat, dans le bref délai qui lui est imparti, a pu examiner cette question, il est notamment apparu (3) que par le passé l'I.H.E. a procédé plusieurs fois à l'engagement de personnel scientifique, tantôt à des emplois ne figurant pas au cadre du personnel, tous engagements qui seraient nuls de plein droit en vertu de l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973, tantôt par contrat de travail pour des programmes de recherche spécifiques, ces contrats ayant été renouvelés, en violation de l'article 5bis de l'arrêté royal du 7 mars 1974, pour une

(3) En particulier d'une lettre du 20 mars 1990 de la Cour des comptes au Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés.

durée indéterminée, c'est-à-dire pour une durée excédant celle du programme de recherche, ce qui les rendrait nuls de plein droit, eux aussi, en vertu cette fois de l'article 9 de l'arrêté royal nE 56 du 16 juillet 1982, tantôt, enfin, également par contrat de travail, mais sans qu'aucun fondement légal ou réglementaire pût le justifier.

Dans de précédents avis déjà, le Conseil d'Etat a exprimé des objections à l'encontre de la pratique consistant à consacrer par une loi des actes juridiques individuels entachés d'irrégularité.

C'est ainsi que, dans son avis nE 14.713/1 du 1er décembre 1982 sur un avant-projet de loi traitant des dispositions spéciales en vue d'assurer le bon fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux (4), le Conseil d'Etat a déploré "qu'il soit fait appel une nouvelle fois à l'intervention du législateur dans un domaine et pour une affaire qui relève de la compétence propre du pouvoir exécutif".

S'il s'avérait que les engagements irréguliers à valider par la loi ont fait, font ou pourront faire l'objet d'instances devant le juge ordinaire ou administratif - le Conseil d'Etat n'a pas eu le temps de s'en assurer -, les objections à la validation par la voie législative seraient

(4)Doc. parl., Sénat, 402 (1982-1983), nE 1, pp. 4-5.

d'autant plus grandes. En effet, ainsi que le Conseil d'Etat l'a relevé en son avis précité et en d'autres avis encore (5), le législateur s'immisce ce faisant dans une mission juridictionnelle - mission qui se fonde, sinon en ce qui concerne le Conseil d'Etat, mais pour les cours et tribunaux sur une disposition constitutionnelle - et ignore, dès lors, l'indépendance qui doit être la règle pour tout organe investi d'une mission juridictionnelle en méconnaissance de la Constitution et d'un principe fondamental du droit public belge.

On peut d'ailleurs s'interroger sur la conformité d'un tel système de validation par la voie législative d'engagements ou de renouvellements d'engagements réputés irréguliers, avec le principe de l'égalité des Belges devant la loi, inscrit aux articles 6 et 6bis de la Constitution. Avant de pouvoir répondre par la négative à cette question, il faudrait démontrer que la situation dans laquelle se trouvent les personnes dont la loi validera l'engagement ou le renouvellement d'engagement irréguliers diffère à ce point de la situation de celles pour qui ce n'est pas le

(5) Voyez par exemple l'avis L. 9191/1 du 3 février 1965 sur un avant-projet de loi portant mesures exceptionnelles en vue d'assurer le fonctionnement du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

cas - par exemple après une annulation de leur nomination par la section d'administration du Conseil d'Etat - que ladite situation justifie une différence de traitement. Par ailleurs, il reste à savoir si le principe d'égalité ne sera pas violé à l'égard des autres membres du personnel de l'I.H.E. qui ont, pour leur part, été engagés de manière régulière.

Il appartiendra aux Chambres législatives de trancher cette question. Cependant, conformément à l'article 1er, 2E, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, celle-ci pourrait vérifier la conformité de la disposition législative en cause avec les dispositions constitutionnelles précitées.

Etant donné le bref délai qui lui est imparti et compte tenu notamment du fait que les membres du cabinet désignés par le Gouvernement ne lui ont guère ou pas fourni d'explications à ce sujet, le Conseil d'Etat se trouve en peine de juger si le texte soumis suffira ou non pour régulariser les situations juridiques individuelles visées.

Ainsi, par exemple, il n'aperçoit pas ce que signifient les mots "pour autant que ce personnel ait été désigné ou nommé dans un grade scientifique au sein de ces services au plus tard endéans (lire : dans) l'année qui suit la publication de la présente loi". Faut-il en conclure que, le cas échéant, les futurs engagements irréguliers sont déjà validés par anticipation ?

.../...

Le contenu précis du terme "validé" suscite également l'interrogation. Signifie-t-il que, par exemple, les engagements irréguliers ou renouvelés de manière irrégulière sont convertis en nominations statutaires, ou uniquement que cet engagement contractuel à durée indéterminée est validé, ou encore que seule l'ancienneté de service et pécuniaire acquise irrégulièrement jusqu'à ce jour doit être réputée acquise de façon régulière, sans qu'un droit au maintien de cette situation soit accordé pour l'avenir ?

Il est à noter que l'article 17, § 3, de l'avant-projet de loi relatif à l'I.H.E., soumis à l'avis du Conseil d'Etat mais sur lequel il n'a pas été rendu d'avis quant au fond (6), était rédigé beaucoup plus clairement à cet égard.

Le Conseil d'Etat relève enfin que l'article 101 du projet a manifestement trait à l'une des matières relevant des réglementations de base visées par l'arrêté royal du 29 août 1985 et que, si le législateur ne souhaite pas déroger aux règles inscrites dans la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, la disposition considérée devra faire l'objet d'une négociation préalable au sein du Comité de secteur I créé par l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

(6) Avis L. 20.419/8 du 6 décembre 1990, qui constatait que le projet était contraire à l'accord de coopération du 22 mars 1990.

Chapitre II. -Dispositions relatives à la dissémination
volontaire d'organismes génétiquement
modifiés.

Article 102.

A la fin de l'alinéa 1er, la portée des mots "pour autant que cette matière ne soit pas réglée par une disposition légale spécifique" n'est pas claire.

Selon l'exposé des motifs, il est nécessaire de prévoir, pour les matières nationales pour lesquelles il n'existe pas encore de législation spécifique et qui tombent néanmoins sous l'application de la directive 90/220/CEE, une disposition relative à la transposition de ladite directive.

Ce qui précède suppose-t-il que, pour autant qu'il existe déjà dans un secteur déterminé un fondement légal général permettant au Roi d'intervenir dans ce domaine - par exemple en matière d'agriculture -, l'article 102 du projet ne sera pas d'application, non plus, dès lors, que la ratification par les Chambres législatives imposée par l'alinéa 2 ? Ou lesdites dispositions plus spécifiques doivent-elles avoir pour objet la manipulation génétique d'organismes proprement dite ?

N'ayant pu joindre le membre du cabinet désigné par le Gouvernement, le Conseil d'Etat se trouve dans l'impossibilité de formuler une recommandation pertinente à cet égard.

.../...

Dans le texte néerlandais, il convient en tout cas de remplacer le terme "vrijwillig" par "doelbewust", qui est le terme utilisé dans la directive 90/220.

Concernant cette imprécision ainsi que d'autres impropriétés, fautes de langue et de style qui affectent le texte néerlandais du projet, il est à noter, en outre, que ce texte est une traduction défectueuse du texte français.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà relevé dans son avis relatif à un projet de loi sur l'exercice de la médecine vétérinaire (7), la procédure de ratification prévue à l'alinéa 2 est peu usuelle et peut, dans la pratique, occasionner des difficultés si les Chambres législatives omettaient de ratifier l'arrêté royal concerné ou si elles y apportaient des modifications. En principe, il résulterait, en effet, de la non-ratification d'un arrêté royal que celui-ci se verrait privé de toute force juridique avec effet rétroactif.

Quel sera dès lors le sort des solutions individuelles fondées sur cet arrêté royal et des droits subjectifs en découlant ?

(7) Avis L. 20.452/8 du 15 janvier 1991, Doc. parl., Sénat, 1988-1989, nE 485/7, pp. 25 et 26.

Il est vrai que le texte concerné fait usage du terme "abrogé", ce qui pourrait indiquer que la non-ratification ne produirait des effets que pour l'avenir. Il serait cependant indiqué de fournir de plus amples précisions à ce sujet.

Chapitre III. -Institut d'expertise vétérinaire.

Article 103.

Le pouvoir que donnera au Ministre le nouvel article 17 en projet de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, d'intervenir en cas de danger grave et imminent pour la santé publique, est très large : le Ministre peut ordonner toutes les mesures possibles, allant jusqu'à la fermeture de l'établissement; la notion de "danger grave et imminent pour la santé publique" n'est définie qu'en termes vagues dans l'exposé des motifs; rien n'est prévu relativement aux droits de défense, plus particulièrement le droit d'être entendu. Etant donné les circonstances d'urgence, il est impossible, selon l'exposé des motifs, d'établir, dans ce cas, une procédure d'appel.

Il s'avère toutefois que les auteurs du projet ont voulu prévoir une garantie. L'exposé des motifs précise :

"Le Ministre devra au préalable s'assurer que l'exploitant a été mis au courant du danger et qu'il n'a pas lui-même pris les dispositions nécessaires".

.../...

Il y aurait donc un système d'avertissement préalable.

Compte tenu de ce que les intérêts matériels des intéressés pourraient, ainsi que le permet le texte en projet, se trouver considérablement affectés, il serait préférable d'inscrire en termes clairs dans le texte normatif lui-même la protection visée, par exemple sous la forme d'une obligation d'injonction préalable, assortie d'un délai - fût-il bref - dans lequel l'intéressé devrait donner suite à ladite injonction.

Article 104.

Cette disposition gagnerait à être rédigée comme suit :

"Art. 104. L'article 20, alinéa 2, de la loi précitée, modifié par la loi du 13 juillet 1981, est complété par les mots "à l'exception des abattoirs non agréés pour l'exportation qui doivent répondre à ces conditions au 1er janvier 1993"". "

Par ailleurs, il serait plus logique d'intervertir les articles 104 et 105.

Article 105.

La phrase liminaire de cet article serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre Ier de la même loi :".

En ce qui concerne la procédure de ratification prévue à l'alinéa 2 du paragraphe 1er de la disposition en projet, il y a lieu de renouveler l'observation faite à propos de l'article 102, alinéa 2, du projet.

Le paragraphe 2 appelle, quant à lui, l'observation suivante.

Le paragraphe 2 délègue au Roi le pouvoir de déterminer les sanctions des infractions, constatées en vertu du paragraphe 1er.

Ce procédé est difficilement conciliable avec les dispositions constitutionnelles et conventionnelles, régissant la matière, notamment avec l'article 9 de la Constitution et l'article 7 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et avec certains principes généraux du droit. Afin de satisfaire aux dispositions et principes précités, il incombe au législateur lui-même d'indiquer les comportements qui seront sanctionnés et de déterminer les peines qui pourront être infligées en cas d'infraction à chacune des injonctions ou interdictions ainsi désignées.

La disposition visée du projet ne satisfait manifestement pas à ces exigences fondamentales, en ce qu'elle qualifie de délit l'infraction à des arrêtés d'exécution du projet de loi, qui ne sont pas autrement définis, et en ce qu'elle attribue au Roi, en ce qui concerne tous les délits de cette

.../...

espèce, un pouvoir discrétionnaire extrêmement large pour fixer le quantum de la peine.

Si le législateur entend déléguer au Roi son pouvoir en matière de pénalisation d'infractions à des injonctions et interdictions, à édicter en vertu du paragraphe 1er, cette délégation devrait pour le moins être formulée comme elle l'est par exemple à l'article 20, § 3, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, disposition qui impose au Roi de préciser, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les infractions et les peines applicables à chacune de celles-ci, étant entendu au surplus que la loi indique les taux minimum et maximum de la peine.

Il convient de désigner les subdivisions de l'article en projet par § 1er (et non : paragraphe 1) et § 2 (et non : paragraphe 2).

Article 106.

Le présent article appelle, mutatis mutandis, les mêmes observations que celles faites sous l'article 105.

.../...

TITRE VI. - DISPOSITIONS DIVERSES.Chapitre Ier. - Justice.Section 1ère. - Code judiciaire.

Les articles 107 à 113 sont de nature à influencer les dépenses de l'Etat.

Suivant l'article 6, 2, et l'article 13 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, les dispositions en projet requièrent, avant d'être soumises à la section de législation du Conseil d'Etat, l'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget.

L'avis ni l'accord précités n'ont été communiqués au Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat émet, donc, les observations suivantes sous la réserve de l'accomplissement de ces formalités.

Article 107.

Dans le paragraphe 2 de l'article 357 du Code judiciaire, en projet, mieux vaut écrire :

"§ 2. Les suppléments de traitement alloués aux juges d'un tribunal de première instance, d'un tribunal de commerce et d'un tribunal de travail et aux substituts du procureur du Roi et aux substituts de l'auditeur du travail,

.../...

qui ne sont pas désignés à une fonction particulière, sont fixés comme suit :

...".

Article 108.

L'article 360 du Code judiciaire régit actuellement les majorations des traitements des magistrats après trois, six, neuf, douze, quinze, dix-huit et vingt et une années de fonction.

Le projet tend à insérer dans le Code judiciaire un article 360bis suivant lequel :

"Après 12 ans de fonction dans une ou plusieurs juridictions il est alloué aux magistrats un supplément de 22.377 francs".

On peut se demander pourquoi les auteurs du projet n'ont pas envisagé d'intégrer la disposition en projet dans l'article 360 du Code judiciaire.

Il s'agit des mêmes magistrats; la manière de calculer l'ancienneté de fonction dans une ou plusieurs juridictions semble devoir être la même.

De plus, on n'aperçoit pas si, pour le calcul du traitement d'un magistrat comptant douze années de fonction, il faudra procéder à deux opérations successives et appliquer l'article 360 puis l'article 360bis, en se référant éventuellement à des indices différents.

.../...

Il serait plus clair et plus simple d'insérer la disposition en projet dans l'article 360 du Code.

Article 109.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'article 365, § 2, alinéa 1er, a, du même Code, modifié par la loi du 2 août 1974, les mots "dix années" sont remplacés par les mots "sept années".

Article 110.

L'article appelle une observation analogue à celle formulée au sujet de l'article 108.

La disposition en projet doit donc être insérée dans l'article 367 du Code judiciaire.

Article 111.

L'article 367ter (devenant l'article 367bis) serait mieux rédigé comme suit :

"Aux greffiers d'un tribunal de première instance, d'un tribunal de commerce, d'un tribunal du travail, d'une justice de paix et d'un tribunal de police, qui ont au moins douze années d'ancienneté dans leur grade et qui n'ont pas été désignés à une fonction particulière, il peut être alloué ... ou du juge de police, et du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, un supplément de traitement de 25.000 F".

.../...

Article 112.

L'article appelle une observation analogue à celle formulée au sujet de l'article 108.

La disposition en projet doit donc être insérée dans l'article 373 du Code judiciaire.

Article 113.

Le début de l'article 373ter (devenant l'article 373bis) en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Aux secrétaires adjoints au parquet du procureur du Roi et au parquet de l'auditeur du travail, qui ont au moins douze années d'ancienneté dans leur grade et qui n'ont pas été désignés à ...".

Section 2. - Institut national de criminalistique.

Article 115.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Section 3. - Autorisation d'acquisition et certificats d'immatriculation d'armes de défense.

.../...

Article 116.

La loi du 30 janvier 1991 modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, n'a pas encore été publiée au Moniteur belge.

La modification que prévoit l'article 116 ne pourra entrer en vigueur que lorsque la loi précitée aura été publiée.

Chapitre II. - Intérieur.Article 117.

1. Selon l'exposé des motifs, l'objectif du texte en projet est d'"uniformiser les dispositions relatives au fonds visé à l'article 36 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat avec celles de la loi organique (du 27 décembre 1990) créant des fonds budgétaires".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment cette intention est réalisée et relève notamment que le texte en projet ne modifie pas le tableau annexé à la loi du 27 décembre 1990 contenant la liste des fonds budgétaires soumis à ladite loi.

Afin d'atteindre l'objectif annoncé par l'auteur du projet, il conviendrait d'écrire "... est affectée à un fonds

.../...

budgétaire (8) au sens de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, dénommé "Fonds de gestion des astreintes".

L'habilitation figurant à l'article 1er, alinéa 4, permettra au Roi d'insérer, dans l'annexe, la mention du "Fonds de gestion des astreintes".

2. Au début du paragraphe 5, alinéa 1er, en projet, il y a lieu de supprimer les mots : "Une fois encourue", qui sont superflus.

Le texte néerlandais de la première phrase du paragraphe 5, alinéa 1er, en projet, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 du même paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"L'affectation des moyens qui sont attribués à ce fonds en vue de la modernisation de la documentation relative

(8)A noter que la loi du 27 décembre 1990, en son article 1er, de même que l'article 19 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat parlent de "fonds budgétaires" et non de "fonds budgétaires organiques". Toutefois, l'annexe à la loi du 27 décembre 1990 contient une colonne consacrée à la "dénomination du fonds budgétaire organique". Il semble cependant préférable d'utiliser la terminologie consacrée dans le dispositif de la loi.

.../...

à la jurisprudence administrative, fait l'objet d'un arrêté royal délibéré en conseil des ministres".

Chapitre III. - Fonction publique.

Article 118.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"L'article 51, § 2, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifié par les lois du 2 juillet 1981 et 20 février 1990, est abrogé".

Article 120.

Le texte en projet remplace l'accord préalable du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, par le "contreseing" de l'inspecteur des finances accrédité auprès du ministère concerné (9), du commissaire du gouver-

(9) Il convient de noter que, suivant l'article 32bis de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les inspecteurs des finances sont accrédités auprès d'un ministre et non d'un ministère.

nement ou du délégué du Ministre des Finances auprès de l'organisme d'intérêt public concerné.

Cette expression surprend quelque peu. En effet, la notion de "contreseing", qui revêt une signification précise en ce qui concerne l'élaboration de l'arrêté royal, s'applique mal à des conventions conclues entre pouvoirs publics.

Ainsi, on peut se demander quelle est la nature et la portée du pouvoir conféré respectivement à l'inspecteur des finances, au commissaire du gouvernement ou au délégué du Ministre des Finances. L'expression semble désigner un pouvoir d'une autre nature que celle d'un avis préalable. S'agit-il alors d'un pouvoir de "codécision" ? Qu'advient-il lorsque l'inspecteur des finances, le commissaire du gouvernement ou le délégué du Ministre des Finances refuse de "contresigner" ?

L'auteur du projet devrait préciser la portée exacte de l'intervention de l'inspecteur des finances, du commissaire du gouvernement ou du délégué du Ministre des Finances. En tout cas, cette intervention ne peut dispenser d'une décision de l'autorité politique.

.../...

Chapitre IV. - Affaires économiques.Article 122.

Il résulte de la combinaison des articles 122 et 125 que les dispositions de la section première s'appliquent à tous les membres du personnel de l'Office de promotion industrielle transférés par l'arrêté royal du 11 mai 1984 sur le cadre temporaire du Ministère des Affaires économiques, qu'ils aient ultérieurement été transférés ou non au Ministère de la Communauté flamande, à la Région wallonne ou à la Région de Bruxelles-Capitale. Il va de soi que les mesures projetées ne sauraient porter que sur la période où les intéressés étaient au service de l'Etat, compte tenu, il va sans dire, des conséquences qui en découlent en ce qui concerne leur situation juridique après lesdits transferts.

Article 124.

Il ressort des documents joints à la demande d'avis et des éclaircissements fournis par le fonctionnaire délégué que les deux premiers alinéas ont principalement pour objet la régularisation, par le législateur, de décisions individuelles prises, en méconnaissance de la procédure prévue, par le conseil général de l'Office de promotion industrielle avant la dissolution de celui-ci, tandis que l'alinéa 3 limite à raison des "services réellement prestés (lire : accomplis) à l'O.P.I." le droit de subrogation de l'Etat en ce qui concerne l'assurance-groupe souscrite par l'Office en faveur de son personnel.

.../...

Cette dernière mesure déroge à la règle générale énoncée à l'article 13, §§ 1er et 6, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit et implique, selon le délégué du Gouvernement, que la part de l'assurance souscrite à l'entrée en service des membres de ce personnel en compensation des droits à la pension acquis antérieurement dans un autre secteur, sera due par l'organisme assureur sous forme d'allocations individuelles aux membres du personnel retraités.

Le Conseil d'Etat a été informé que des litiges relatifs à la pension des membres du personnel de l'ex-O.P.I. ont été portés devant les tribunaux ordinaires. Ces litiges portent notamment sur les étapes de la carrière et le calcul de la pension.

Dans le délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat ne saurait vérifier si les dispositions en projet sont susceptibles de réduire les droits à la pension, tels qu'ils existaient à l'époque de l'introduction des instances susvisées.

En tout état de cause, force est d'inférer de ce qui précède que les dispositions de l'article 124, d'une part, valident les irrégularités commises par un organe de gestion d'un organisme public et, d'autre part, influent sur des litiges encore en instance devant le pouvoir judiciaire. Dans ce dernier cas surtout, cette "légalisation" constitue une atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. Il incombe

.../...

aux Chambres législatives de déterminer s'il existe des motifs suffisamment fondés et exceptionnels pour la justifier.

Nonobstant cette observation, il semble qu'il faille au moins préciser dans l'alinéa 1er quelles sont les décisions visées du conseil général, cependant qu'il serait plus correct d'écrire, à l'alinéa 2 : "ancienneté administrative et pécuniaire ainsi acquise".

Par ailleurs, la première phrase de l'alinéa 3, dans sa formulation actuelle, n'a qu'une valeur déclarative. Pour autant qu'elle soit nécessaire, il serait plus correct de faire ratifier la résiliation par le législateur. Le texte français de cette même première phrase utilise les mots "au soir" qui n'ont pas d'équivalent dans le texte néerlandais.

La question est de savoir au demeurant si, compte tenu de la technique de l'assurance-groupe, le droit de subrogation de l'Etat ne devrait pas être fonction des cotisations versées par l'O.P.I. pour les services accomplis en son sein.

Article 125.

Il y a lieu d'écrire "La présente section" au lieu de "Le présent chapitre".

Article 126.

Il se déduit de l'exposé des motifs que la disposition de l'alinéa 1er tend à faire confirmer par le législateur l'ancienneté pécuniaire et administrative qui a peut-être été accordée à tort aux membres du personnel nommés lors des premières nominations aux emplois prévus au premier cadre du personnel du Bureau du Plan.

Il a été communiqué au Conseil d'Etat qu'à l'occasion de demandes de pension de fonctionnaires retraités, des litiges ont été portés devant les tribunaux quant à l'ancienneté à attribuer. Le législateur s'immiscera dès lors dans des instances en cours. Sur ce point, on se reportera à l'observation formulée sous l'article 124 à propos d'une ingérence analogue du législateur.

Quoi qu'il en soit, il convient d'écrire, dans le texte néerlandais : "in aanmerking werden genomen".

L'alinéa 2 vise, conformément à l'article 114 de la Constitution, à donner un fondement légal à un régime de pension institué par l'arrêté royal du 9 juin 1971 portant statut du personnel du Bureau du Plan (v. l'article 20 de cet arrêté).

Il est proposé de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Pour les membres de ce personnel, il est prévu une pension complémentaire dès l'âge de soixante-cinq ans et, pour leurs veuves, une allocation complémentaire de survie, à charge des crédits budgétaires du Bureau du Plan. Ces compléments sont égaux à la différence entre le montant de la pension dont bénéficieraient les membres du personnel ou leurs veuves, si

.../...

ST.

- -

L. 20.805/1.

tous les services pour lesquels ils peuvent prétendre à une pension dans tout autre régime de pension avaient été accomplis au Bureau du Plan, et le montant de la pension qui leur est alloué dans quelque régime de pension que ce soit".

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. De Regering maakt steeds vaker gebruik van de wetgevingstechniek die erin bestaat, in een ontwerp van "programmawet" of van "begrotingsvoorstellen" vrij uiteenlopende bepalingen samen te brengen.

De rechtsleer heeft gerapporteerd over de redenen waarom op die manier aan wetgeving wordt gedaan en wijst ook op de nadelen hiervan voor de goede werking van het parlementaire stelsel alsmede voor de kwaliteit van de rechtsordening (10).

In de "mozaïekwetten" is er geen sprake van een harmonische aaneenschakeling van complementaire bepalingen die normaal voor de samenhang van de wetgeving zorgt; door bepalingen die niet hetzelfde belang hebben naast elkaar te plaatsen, en door bijvoorbeeld over te stappen van louter redactionele bepalingen naar materiële bepalingen, wordt eveneens afgeweken van de normale manier van wetgeven; tenslotte hebben de programmawetten, wat vele bepalingen ervan betreft, niet de duurzaamheid die kenmerkend zou moeten zijn voor de wet. Dit is een van de gevolgen van deze wetgevingstechniek.

Kortom, die kritiek geldt ook ten aanzien van de bepalingen van het wetsontwerp die thans worden onderzocht. De Raad van State kan die kritiek alleen maar nadrukkelijk

(10) Zie onder meer QUERTAINMONT Ph., Le déclin de l'Etat de droit, Journ. trib., 1984, blz. 273-280, in casu, blz. 275, nr. 14; SAVIGNAC J.-Ch. en SALON S., Des mosaïques législatives ? Actualité juridique du droit administratif, 1986, blz. 3-9; PARISIS A., Les lois-programmes en Belgique : tendances et contenu, rev. int. des sciences adm. 1981, blz. 95-104.

herhalen, temeer daar het veelvuldige aanwenden van zulk een procédé kort na elkaar bijzonder laakbaar is (11). Daarbij komt nog dat sommige ontworpen bepalingen wetten wijzigen die nog niet in het Belgisch Staatsblad bekend zijn gemaakt.

2. De ontworpen wet bevat bepalingen die voor hogere uitgaven zorgen voor de Staat.

Ingevolge artikel 6, 2, en artikel 13 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, moet de inspecteur van financiën bijgevolg een advies verlenen over dergelijke bepalingen en moet de Minister van Begroting daarmede dus zijn instemming betuigen.

Aan de Raad van State is geen kennis gegeven van het advies van de inspecteur van financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

Onder voorbehoud dat die voorafgaande substantiële formaliteiten worden vervuld, formuleert de Raad van State de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

(11) Zie onder meer reeds het advies van 10 november 1989 over een ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen (Gedr. St. Senaat, zitting 1989-1990, nr. 806/2, blz. 36-37) en het advies dat op 29 en 30 april 1991 is gegeven over een ontwerp van wet houdende begrotingsbepalingen.

.../...

TITEL I. - OPENBAAR AMBT.Hoofdstuk I. - Wijziging van de wet van 19 december 1974 tot
regeling van de betrekkingen tussen de overheid
en de vakbonden van haar personeel.Artikel 1.

1. Met artikel 1 van het ontwerp wordt ernaar gestreefd artikel 3, § 1, 3E, van de wet van 19 december 1974 aan te vullen met vijf leden die afwijken van paragraaf 1, 1E en 2E, van paragraaf 2 van dit artikel 3 en van artikel 4, § 3, in die zin dat het aan het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten bevoegdheid verleent voor sommige aangelegenheden van sociale en statutaire zekerheid. Dit comité is in beginsel bevoegd voor de personeelsleden van de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en voor de personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

Artikel 87, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, luidt :

"De regels die van toepassing zijn op de betrekkingen tussen de openbare overheden en de syndicale organisaties van de ambtenaren die van deze overheid afhangen, evenals met de leden van deze syndicale organisaties behoren tot de bevoegdheid van de nationale overheid voor wat betreft de Gemeenschappen, de Gewesten en de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, met inbegrip van het onderwijs, uitgezonderd voor wat betreft de "Radio Télévision belge de la Communauté française" en het "Commissariat général aux relations internationales de la Communauté française". De betrokken Executieve kan

.../...

echter beslissen om voor die instellingen de voorheen vernoemde wettelijke beschikkingen toe te passen".

In artikel 12, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 wordt bepaald dat de eerder aangehaalde paragraaf 5 op 1 januari 1989 in werking treedt.

Daaruit volgt dat de nationale wetgever bevoegd is om de in die paragraaf 5 bedoelde regels te wijzigen.

Artikel 1, b, 1E tot 10E, van de ontworpen wet lijkt echter, door de opsomming van de aangelegenheden die het bevat, zich reeds op terreinen te begeven waarin fundamentele rechten moeten worden erkend door het koninklijk besluit bedoeld in paragraaf 4 van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988.

Een zodanige uitlegging is weliswaar in overeenstemming met de wil van de Regering, die blijkt uit de uitdrukking "ten titel van minimale rechten", die te lezen staat in het ontworpen achtste lid, en uit de volgende passage van de memorie van toelichting : "De inhoud van sommige minimale rechten zal in het koninklijk besluit tot aanwijzing van de algemene beginselen van het administratief en geldelijk statuut worden opgenomen". Toch moet worden vastgesteld dat de ontworpen wet zich op het terrein begeeft van de bevoegdheden van de Koning om na advies van de Executieven en na overleg in de Ministerraad de algemene beginselen van het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van het openbaar ambt te bepalen. Die bevoegdheden worden door het eerdergenoemde artikel 87, § 4, gereserveerd voor de Koning.

.../...

2. Het zou beter zijn in het ontworpen achtste lid, a, 1E, te schrijven :

"1Ede regeling betreffende de kinderbijslag, wanneer zij specifiek betrekking heeft op de openbare sector".

3. In het ontworpen achtste lid, a, 4E, schrijve men :

"4E... de ontwikkeling van de bezoldigingen gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen".

4. Het ontworpen achtste lid, b, 11E, zou aldus gesteld moeten worden :

"11Ede regels betreffende de pensioenrechten en de manier waarop de pensioenen worden berekend van de personeelsleden van de publiekrechtelijke instellingen die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren en voor wie een eigen pensioenregeling bestaat".

.../...

Hoofdstuk II. -Toepassing van de verzekering tegen werkloosheid en de ziekteverzekering (sector uitkeringen) op sommige personeelsleden van de overheidsdiensten.

Algemene opmerkingen.

1. Luidens de memorie van toelichting hebben de bepalingen van dit hoofdstuk tot doel de verplichte verzekering van de werknemers tegen werkloosheid en ziekte en invaliditeit (sector uitkeringen), alsmede de gezinsbijslagregeling, van toepassing te maken, enerzijds, op sommige in statutair verband benoemde personeelsleden van de overheidsdiensten en, anderzijds, op sommige personeelsleden van het vrij onderwijs bezoldigd door middel van een weddetoelage.

Vraag is of de uitbreiding tot de regeling van de gezinsbijslag niet overbodig is, gelet op het bepaalde in de artikelen 56 en volgende van de gecoördineerde wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. Trouwens, in de thans reeds bestaande vergelijkbare regeling met betrekking tot de stagiairs van de rijksbesturen die wegens ongeschiktheid worden afgedankt (artikel 9, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders), is evenmin sprake van de gezinsbijslagregeling.

.../...

2. De stellers van het ontwerp zullen tevens moeten nagaan of de wet van 28 juni 1960 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de personen die bij het leger tijdelijke diensten volbracht hebben, gewijzigd bij de wet van 21 december 1990, niet moet worden aangepast, ermee rekening houdend dat die wet een gelijkaardig doel nastreeft als het voorgelegde ontwerp. Alleszins moet worden vermeden dat onzekerheid ontstaat over het toepassingsgebied van elk van beide regelingen en dat er een ongelijkheid in de behandeling van elk van beide groepen van gegadigden zou gecreëerd worden.

3. Men vervange, conform het Sociaalrechtelijk Woordenboek, in de Nederlandse tekst van de diverse bepalingen van dit hoofdstuk het woord "arbeidsrelatie" door "arbeidsverhouding".

4. Ten slotte zal de Regering moeten nagaan of dit hoofdstuk, artikel 13 uitgezonderd, niet beter kan worden ingevoegd in de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, bijvoorbeeld als een hoofdstuk IIIBis, uiteraard met aangepaste nummering (bis, ter ...) van de artikelen.

.../...

Bijzondere opmerkingen.

Opschrift.

Men precisere het opschrift van hoofdstuk II als volgt :

"... op sommige personeelsleden van de overheidssector en het vrij gesubsidieerd onderwijs".

Artikel 7.

In paragraaf 1, eerste streepje, schrappe men de woorden "of de werkgever" die overbodig zijn.

Na het tweede streepje, Nederlandse tekst, schrijve men : "en die uit hoofde van die arbeidsverhouding ...". In de Franse tekst schrijve men : "et qui du fait de cette relation ...".

In paragraaf 2, 2E, in fine, schrijve men : "... georganiseerd door natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen".

Artikel 8.

In de Franse tekst van 1E dienen de woorden "sur base" te worden vervangen door "en vertu".

.../...

Men schrijve in 2E "die de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt ...".

Het 3E sluit de personen uit "wier arbeidsrelatie in overheidsdienst wordt verbroken wegens ongewettigd afwezig blijven". Volgens de memorie van toelichting "mag in dit geval immers worden vermoed dat de afwezigheid gelijk te stellen is met een feitelijke vrijwillige ontslagneming".

Er mag ernstig worden getwijfeld aan het redelijk karakter van dit onderscheid in behandeling van personeelsleden ontslagen om voormelde reden en die welke om andere - soms ernstiger - motieven worden afgedankt.

Artikel 9.

In de Franse tekst dient te worden geschreven in de bepaling onder a) : "de leur relation, elles ..." en onder b) : "ou elles fournissent ...".

Artikel 10.

In paragraaf 1, eerste lid, 1E en 2E, Nederlandse tekst, schrijve men respectievelijk :

"... om gerechtigd te zijn op de werkloosheidsuitkeringen ...";

.../...

"... om de belanghebbende recht te geven op de prestaties van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen".

Krachtens het tweede lid komen ook de werknemersbijdragen ten laste van de werkgever, "behalve indien het beëindigen van de arbeidsrelatie, krachtens het voor de betrokkene geldende statuut, aanleiding geeft tot de uitbetaling van een premie, toelage of vergoeding wegens ontslag of tot een na te leven vooropzegtermijn (lees : opzeggingstermijn)".

Wat dit laatste geval betreft rijst de vraag hoe die uitzonderingsbepaling moet worden toegepast indien bijvoorbeeld de opzeggingstermijn op drie maanden is vastgesteld en de duur van de in paragraaf 1, 1E en 2E, bedoelde periode van afhoudingen meer dan drie maanden bedraagt.

*

Rekening houdend met de toelichting van de gemachtigde, volgens welke ook voor een deeltijds personeelslid de wedde van een voltijdse betrekking in aanmerking moet worden genomen, passe men paragraaf 2 aan als volgt :

.../...

"De in § 1 bedoelde bijdragen worden berekend op basis van de laatste activiteitswedde van de belanghebbende, zo nodig omgerekend tot die voor een voltijdse betrekking".

*

Het is niet duidelijk hoe de in paragraaf 3 vervatte beperking moet worden toegepast op gemengde loopbanen, dit wil zeggen wanneer de belanghebbende achtereenvolgens in dienst is geweest bij verschillende overheidsdiensten en/of gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Artikel 12.

Uit het bepaalde in het eerste lid moet logischerwijze worden afgeleid dat in de bedoelde gevallen de met toepassing van de artikelen 9 en 10 gedane stortingen worden teruggegeven. Dit schijnt echter te worden tegengesproken door het tweede lid, dat het enkel heeft over de terugbetaling van werknemersbijdragen. Het ontwerp is op dit stuk aan herziening toe.

Artikel 13.

Men formuleer het artikel als volgt :

.../...

"De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad".

Slotopmerking.

In de artikelen 8, 1E, en 9, inleidende zin, moet worden verwezen naar artikel 7 en niet naar artikel 1.

TITEL II. - SOCIALE ZAKEN.

Hoofdstuk I. - Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Artikel 14.

In de inleidende zin dient melding te worden gemaakt van de wijziging aan artikel 21 aangebracht door de wet van 6 juli 1989.

Het bepalen van de algemene voorwaarden waaronder verzekeringsplichtige werkgevers kunnen verplicht worden de aangifte in de sociale zekerheid door middel van elektronische dragers te doen, alsmede het aanwijzen van algemene categorieën van werkgevers, dienen te gebeuren bij koninklijk besluit en niet bij verordening van de Rijksdienst, zoals ten onrechte is bepaald in het nieuwe artikel 21, § 1, tweede lid.

.../...

Voorts moet worden vastgesteld dat het derde lid geen regeling bevat met betrekking tot het probleem van de ondertekening van de aangifte die door middel van een elektronische drager wordt gedaan.

Blijkens het nieuwe artikel 21, § 2, zullen werkgevers een tussenkomst (lees : tegemoetkoming) kunnen vragen in de administratiekosten veroorzaakt door hun aansluiting bij een erkend sociaal secretariaat dat met het oog op de aangifte in de sociale zekerheid gebruik maakt van elektronische dragers.

De Regering zal moeten nagaan of ten aanzien van werkgevers die zelf instaan voor de verplichte aangifte per elektronische drager en daardoor kosten hebben gemaakt, niet eveneens moeten kunnen aanspraak maken op een dergelijke tegemoetkoming. Desgevallend zouden in de memorie van toelichting de objectieve redenen moeten worden aangegeven waarom die tegemoetkoming ten aanzien van de ene categorie van werkgevers wordt ingevoerd en niet ten aanzien van de andere categorie.

Voorts schrijve men in fine van paragraaf 2 :

"... en de periode gedurende welke ze wordt verleend en die maximum 8 kwartalen mag bedragen".

.../...

Hoofdstuk II. -Sociale zekerheid - Rijksdienst voor sociale
zekerheid van de provinciale en plaatselijke
overheidsdiensten.

Artikel 15.

Men wijzige de tekst als volgt :

"In artikel 1, § 2, inleidende zin, in fine, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 502 van 31 december 1986, worden ...".

Artikel 16.

In de inleidende zin dient melding te worden gemaakt van de wijzigingen door het koninklijk besluit nr. 502 van 31 december 1986 en de wet van 22 december 1989.

Artikel 17.

Ook hier moet melding worden gemaakt van de wijziging bij koninklijk besluit nr. 502 van 31 december 1986.

Voorts mag worden opgemerkt dat in het in de ontworpen tekst bedoelde artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 alsnog geen paragraaf 4 voorkomt.

.../...

Artikel 18.

In 1E vervange men telkens "7E" door "8E".

Aan de Raad van State is meegedeeld dat de met 2E ingevoerde uitbreiding van de bevoegdheid van de Koning alleen aanpassingen ingevolge naamveranderingen betreft.

Het 3E moet worden geschrapt omdat de beoogde aanpassing al is aangebracht door artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1989 tot wijziging van bepaalde wetten en besluiten ingevolge de omvorming van het Bijzonder Kinderbijslagfonds voor de plaatselijke en gewestelijke overheidsdiensten tot de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

Hoofdstuk III. -Maatregelen tegen de activiteiten van de koppelbazen.Artikel 22.

Het nieuwe artikel 30ter, § 6, C, van de wet van 27 juni 1969 is blijkbaar overbodig vermits artikel 31, tweede lid, van dezelfde wet reeds verwijst naar de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie en het niet gaat om een in artikel 32 van eerstgenoemde wet bedoelde overtreding.

Artikel 26.

.../...

Dit artikel regelt de inwerkingtreding van sommige bepalingen van hoofdstuk III. De memorie van toelichting vermeldt hierover :

"Dit artikel laat de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk samenvallen met deze van artikel 30ter, behoudens wat betreft de nieuwe sancties, welke op 1 juli 1991 in werking zullen treden".

Uit het bepaalde in artikel 26 volgt evenwel dat artikel 30ter, § 6, B, eerste lid, in werking treedt op 1 april 1990, terwijl het tweede lid, waarnaar in het eerste lid wordt verwezen, slechts op 1 juli 1991 van kracht wordt. De stellers van het ontwerp zullen moeten nagaan of deze regeling werkbaar is.

Ten slotte schrappe men de woorden "zoals gewijzigd bij onderhavige wet".

Hoofdstuk IV. -Sociale zekerheid van de zeelieden ter koopvaardij.

Artikel 27.

In het nieuwe artikel 2bis, b), Nederlandse tekst, schrijve men : "... hetzij door bemiddeling van ...".

Artikel 29.

.../...

Er dient geen melding te worden gemaakt van de wijzigende bepalingen van beide in dit artikel vermelde wetsbepalingen.

Hoofdstuk V. -Ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Afdeling 1.

Het opschrift van afdeling 2 - Plichten van de geneesheren en de tandheelkundigen, van hoofdstuk IV van titel III van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, moet worden aangepast aan de inhoud van het nieuwe artikel 35 van voormelde wet.

Artikel 31.

Uit de verwijzing naar het nieuw artikel 35 van de wet van 9 augustus 1963 in het nieuw artikel 79bis, § 1, eerste lid, van dezelfde wet (artikel 32, eerste streepje, van het voorontwerp) moet worden afgeleid dat artikel 35 uit vier leden bestaat. Dit dient typografisch duidelijker tot uiting te komen (in de Franse tekst zijn er slechts drie leden).

In het voorlaatste lid, Nederlandse tekst, schrijven men : "De andere zorgverstrekkers dan die bedoeld in het eerste lid ...".

.../...

Zoals door de gemachtigde van de Regering is bevestigd, geldt het laatste lid voor zowel de geneesheren en tandheelkundigen als voor de andere zorgverstrekkers. Men schrijve derhalve : "Het in dit artikel bedoeld onnodig dure karakter van onderzoeken en behandelingen en het overbodige karakter van verstrekkingen dienen ...".

Afdeling 2.

Artikel 32.

Uit de verwijzing in het nieuwe wetsartikel 79bis, § 1, eerste lid, naar het tweede, derde en vierde lid, van artikel 35 van de wet van 9 augustus 1963, moet worden afgeleid dat de bevoegdheid van de bestaande controlecommissie wordt uitgebreid tot alle zorgverstrekkers en bijgevolg niet beperkt blijft tot de geneesheren.

In het voorontwerp zal er meer klaarheid moeten worden gebracht over de vraag of de samenstelling van de bestaande controlecommissie en commissie van beroep wordt aangepast aan de verruimde bevoegdheidssfeer. Immers, wekt artikel 33 van het voorontwerp door de wijziging van artikel 79ter, § 1, van de wet, de indruk dat die samenstelling zal worden aangepast, dan dient vastgesteld te worden dat het voorontwerp artikel 79quater van de wet, dat de samenstelling van de betrokken commissies regelt, ongewijzigd laat.

*

.../...

De nieuwe paragraaf 3 van artikel 79bis van de wet van 9 augustus 1963 moet, volgens de gemachtigde van de Regering, zo worden gelezen dat in eerste instantie de bestaande controlecommissie en commissie van beroep, waarvan de bevoegdheidssfeer wordt uitgebreid, ten aanzien van alle zorgverstrekkers zullen optreden, maar dat bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit per categorie van zorgverstrekkers een specifieke controlecommissie en eventueel een commissie van beroep kunnen worden opgericht, waardoor de betrokken categorie van zorgverstrekkers zou worden onttrokken aan de bevoegdheidssfeer van de bestaande controlecommissie en commissie van beroep.

Deze precisering zou minstens in de memorie van toelichting moeten worden ingeschreven.

Voorts ligt het voor de hand dat de in de artikelen 79bis, 79ter, 79quater en 79quinquies vervatte bepalingen met betrekking tot de samenstelling, de werking en de procedure van de thans bestaande controlecommissie en commissie van beroep van overeenkomstige toepassing worden gemaakt op de eventueel op te richten nieuwe commissies. Het ontwerp moet op dit stuk worden aangevuld.

Artikel 34.

.../...

In het nieuwe artikel 79quinquies, § 1, schrijven men : "Wanneer de Dienst voor geneeskundige controle of een profielcommissie bedoeld in artikel 20bis van deze wet, of een verzekeringsinstelling van oordeel is ...".

Artikel 35.

Ingevolge het invoegen van het nieuwe lid in artikel 90bis moet het bestaande derde lid (dat het vierde lid wordt) worden aangepast als volgt :

"De Koning bepaalt de modaliteiten van bekendmaking van de definitieve beslissingen betreffende het verbod bedoeld in het tweede lid".

Hoofdstuk VI. - Beroepsziekten.

Artikel 37.

In de inleidende zin verwijze men naar de wijziging bij het koninklijk besluit nr. 133 van 30 december 1982.

.../...

Hoofdstuk VII. -Bepalingen betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, de tegemoetkomingen aan gehandicapten, het recht op een bestaansminimum en de gewaarborgde gezinsbijslag.

Artikel 38.

1. Gelet op het bepaalde in het vierde lid van het ontworpen artikel 1, § 2, schrijve men in de inleidende zin van het eerste lid "zijn werkelijke verblijfplaats in België hebben" in plaats van "werkelijk in België verblijven".

2. Het ontworpen artikel 1, § 2, eerste lid, 1E, stelle men als volgt : "1E de personen die Belg zijn;".

3. De redactie van het ontworpen artikel 1, § 2, eerste lid, 2E, verbeterde men als volgt :

"2Ede personen bedoeld in (niet : die genieten van) de verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op (niet : op de) werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun (niet : op de) gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen;".

.../...

4. In het ontworpen artikel 1, § 2, eerste lid, 4E, ware het correcter te schrijven : "de vluchtelingen bedoeld in artikel 49".

5. De Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 1, § 2, eerste lid, 6E, verbeterere men als volgt : "de personen van (niet : met) buitenlandse nationaliteit" en "van werknemer (enkelvoud) of (niet : op) zelfstandige (enkelvoud)".

6. Het derde en het vierde lid van het ontworpen artikel 1, § 2, redigere men beter als volgt :

"De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de toepassing van deze wet, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, uitbreiden tot andere categorieën van personen dan deze bedoeld in het eerste lid, die hun werkelijke verblijfplaats in België hebben.

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, wat voor de toepassing van deze wet onder werkelijke verblijfplaats moet worden verstaan".

Artikel 39.

1. Daar de wet van 22 december 1989 het artikel van de wet van 27 februari 1987 dat thans gewijzigd wordt ongemoeid heeft gelaten, dient in de inleidende zin van artikel 39 niet naar die wet te worden verwezen.

.../...

2. De bij de bespreking van artikel 38 onder de punten 1, 2, 3, 4 en 6 gemaakte opmerkingen gelden eveneens voor het in dit artikel ontworpen artikel 4 van de wet van 27 februari 1987.

3. In de Nederlandse tekst van de inleidende zin van het ontworpen artikel 4, § 1, schrijve men : "Hij die op een tegemoetkoming aanspraak maakt ...".

Artikel 40.

1. Men verbeterde de inleidende zin als volgt :

"..., gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, de wet van 1 augustus 1985 en het koninklijk besluit van 9 november 1988, wordt ...".

2. Daar het wellicht de bedoeling is dat de bepalingen van artikel 18, tweede, derde en vierde lid, van de wet van 7 augustus 1974 toepasselijk zullen zijn op de bijkomende toelage van 50 t.h. die door het ontwerp wordt ingevoerd, ware het verkieslijk de ontworpen regeling niet in een vijfde lid op te nemen, maar wel in een bij het eerste lid te voegen tweede volzin. Deze zou dan als volgt kunnen luiden : "De toelage bedraagt 100 pct. in de gevallen waarin het bestaansminimum

.../...

wordt toegekend aan een gerechtigde die niet in het bevolkingsregister is ingeschreven".

Artikelen 41 en 42.

1. Het verdient wetgevingstechnisch aanbeveling de bepalingen die een zelfde artikel van een bestaande wet wijzigen in één enkel artikel van de wijzigingswet samen te brengen.

Men vervange derhalve de artikelen 41 en 42 als volgt :

"Art. 41. In artikel 1 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Ehet eerste lid wordt aangevuld met de woorden "...";

2Ehet tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

"...".

2. Om de reden vermeld bij de bespreking van artikel 38, onder punt 1, stelle men ook de ontworpen aanvulling van artikel 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1971 beter als volgt : "die in België zijn werkelijke verblijfplaats heeft".

.../...

Bij het genoemde artikel rijst bovendien de vraag of het niet wenselijk zou zijn, zoals in de wetten van 1 april 1969 en 27 februari 1987 (zie artikelen 38 en 39 van het ontwerp), ook in de wet van 20 juli 1971 een bepaling op te nemen waarbij de Koning wordt gemachtigd te bepalen wat voor de toepassing van deze wet onder werkelijke verblijfplaats moet worden verstaan.

3. De gemachtigde van de Regering heeft bevestigd dat, zoals in de artikelen 38 en 39 van het ontwerp, ook hier het begrip "personen bedoeld in de verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende ..." moet worden gehanteerd in plaats van het begrip "onderdanen van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap".

Artikel 43.

Daar dit artikel niet enkel betrekking heeft op afdeling 4 van hoofdstuk VII van titel II, maar ook op de andere afdelingen van dat hoofdstuk, brenge men het onder in een "Afdeling 5 : Inwerkingtreding".

.../...

Hoofdstuk IX. -Bepalingen inzake de financiering van de controle van de wetsverzekeraars (arbeidsongevallen).

Artikel 47.

Het 2E en het 3E dienen van plaats te verwisselen en de inleidende zinnen stelle men als volgt :

"2Etussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd luidend als volgt :

"Voor het begin van ... opgerichte Fonds.";

3Ehet tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Bij een ministerieel besluit ... over deze instellingen".

Voorts verdient het aanbeveling in het nieuwe tweede lid van artikel 14 van de wet van 23 juli 1932 te preciseren dat de voorlopige bijdrage bij ministerieel besluit wordt vastgesteld.

.../...

Hoofdstuk X. -Wijzigingen van de wet van 6 augustus 1990
betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden
van ziekenfondsen.

Artikel 48.

In verband met de wijziging welke paragraaf 2 in artikel 2, § 3, eerste lid, van de wet van 6 augustus 1990 beoogt aan te brengen, stelt de memorie van toelichting (blz. 31) het volgende :

"De toevoeging van "inzonderheid" in het laatste lid van artikel 2, § 3, heeft tot doel de wettelijke basis te scheppen om, indien nodig, de notie "lid" eveneens te kunnen aanpassen in functie van de noodwendigheden van de verplichte uitkeringsverzekering bedoeld in artikel 3, a), van de wet van 6.8.90".

De vraag rijst of het door de stellers van het ontwerp nagestreefde oogmerk niet beter zou kunnen worden bereikt door in artikel 2, § 3, laatste lid, te schrijven : "... het begrip "lid", wat de in artikel 3 bedoelde diensten betreft".

.../...

Hoofdstuk XI. - Wijziging van de wet van 27 februari 1987
betreffende de tegemoetkomingen aan
gehandicapten.

Artikel 50.

1. Het verdient wetgevingstechnisch aanbeveling de twee paragrafen van deze bepaling in twee afzonderlijke artikelen op te nemen.

2. Het nieuwe lid (niet : de nieuwe alinea) waarvan artikel 50, § 1, de opneming in artikel 3 van de wet van 27 februari 1987 beoogt, zou beter tussen het eerste en het tweede lid van dat artikel worden ingevoegd.

3. Daar paragraaf 2 aan het bepaalde in paragraaf 1 terugwerkende kracht verleent, dient men te schrijven "heeft uitwerking met ingang van" in plaats van "treedt in werking op".

Hoofdstuk XII. -Wijziging van de wet van 15 januari 1990
houdende oprichting en organisatie van een
Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Artikel 54.

Aan de Raad van State is de reden van deze bijzondere wijze van inwerkingtreding niet meegedeeld.

.../...

Hoofdstuk XIII. -Bepalingen inzake de toekenningsvoorwaarden voor een pensioen ten laste van de Schatkist voor geneesheren in verplegingsinstellingen die tot de openbare sector behoren.

Artikel 55.

1. Deze bepaling heeft, luidens de memorie van toelichting, tot doel "de voorwaarden te preciseren voor toekenning van een overheidspensioen aan de geneesheren die hun activiteit uitoefenen in de verplegingsinrichtingen die tot de openbare sector behoren (Gemeenschap, provincie, O.C.M.W., intercommunale ...)".

Uit het 2E van paragraaf 1 kan worden afgeleid dat het om geneesheren moet gaan die onder de toepassing vallen van artikel 132, § 1, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987. Onder "verplegingsinstellingen" (die in de Nederlandse tekst van de memorie van toelichting dan weer "verplegingsinrichtingen" worden genoemd) moet dus blijkbaar worden verstaan "ziekenhuizen die onder de toepassing vallen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, voor zover zij door een publiekrechtelijke rechtspersoon worden beheerd". Het verdient aanbeveling de omschrijving van het toepassingsgebied van de ontworpen regeling in die zin te verduidelijken en dan verder in de tekst steeds de term "ziekenhuis" te gebruiken.

Uit de tekst, of op zijn minst uit de memorie van toelichting, zou tevens moeten blijken of de ontworpen regeling al dan niet van toepassing is op de geneesheren die verbonden

.../...

zijn aan een inrichting waarop de bepalingen van de wet op de ziekenhuizen op grond van artikel 5 van die wet bij uitbreiding van toepassing zijn verklaard, en op de geneesheren die verbonden zijn aan een ziekenhuis dat op grond van artikel 7 van de wet aan de toepassing van sommige bepalingen ervan geheel of gedeeltelijk is onttrokken.

2. Het ontwerp getuigt evenmin van de vereiste nauwkeurigheid wat de aanwijzing van de schuldenaar van het pensioen en de toepasselijke pensioenregeling betreft. Tussen beide aangelegenheden wordt zelfs niet eens een onderscheid gemaakt, zoals blijkt uit de in paragraaf 1 voorkomende zinsnede "kunnen aanspraak maken op een rustpensioen ten laste van de Schatkist of op een rustpensioen toegekend krachtens hoofdstuk VI (lees : van titel III) van de nieuwe gemeentewet".

Zoals de tekst nu luidt, zou het pensioen steeds verschuldigd zijn door de Schatkist (lees : de Staat) - wat wellicht niet de bedoeling is - en zou het pensioen worden berekend volgens dezelfde regels (niet : krachtens) als die vervat in hoofdstuk VI van titel III van de nieuwe gemeentewet - wat zoniet een onnauwkeurige, alleszins een weinig elegante formule is in zoverre de regeling ook pensioenen betreft die door een hogere overheid zullen moeten worden toegekend.

Het ontwerp is, wat die beide punten betreft, dus aan een grondige omwerking toe.

.../...

3. Paragraaf 1, 1E, stelle men beter als volgt :

"1Edoor de bevoegde overheid statutair benoemd zijn bij een akte waaruit de voorwaarden van bezoldiging, de geldelijke anciënniteit en desgevallend de verhoging in graad blijken;".

4. In paragraaf 2 dienen de woorden "het recht op en" te worden geschrapt, daar die paragraaf niet het recht op pensioen als dusdanig betreft doch enkel een element van berekening van het pensioen.

5. Met paragraaf 3 wordt beoogd ziekenhuisgeneesheren die van het bedoelde rustpensioen zijn uitgesloten door paragraaf 1, 2E, doch die voltijds werkzaam waren in een ziekenhuis en hun honoraria niet rechtstreeks ontvingen, toch rechten voor het verleden te verlenen.

De term "voltijds" dient in het ontwerp zelf nader te worden omschreven, tenzij de Koning zich daarmee zal gelasten gebruik makende van de bevoegdheid Hem in het ontworpen derde lid toegekend. De term kan immers op verschillende manieren worden begrepen : betreft hij geneesheren die naast hun praktijk in het ziekenhuis geen enkele andere praktijk uitoefenden of geen enkele andere werkzaamheid die tot bedrijfsinkomsten aanleiding gaf of volstaat het dat de betrokkenen een aantal uren binnen het ziekenhuis presteerden om daaruit hun "voltijdse" activiteit voor het ziekenhuis af te leiden ?

Het criterium "niet rechtstreeks honoraria ontvangen hebben" is evenmin duidelijk en moet op dezelfde wijze als "voltijds" worden gespecificeerd, gelet op het feit dat

.../...

artikel 133 van de wet op de ziekenhuizen centrale inning principieel verplicht stelt en artikel 143 deszake in bepaalde overgangsregelingen voorziet.

Blijkens de memorie van toelichting zou de door paragraaf 3, derde lid, aan de Koning verleende delegatie ook de machtiging omvatten om nadere regels vast te stellen met betrekking tot de regularisatie van bijdragen. De tekst van paragraaf 3 maakt echter van een dergelijke regularisatie geen gewag en dient derhalve op dit punt te worden aangevuld.

6. Bij paragraaf 3 moeten ook nog de volgende vormopmerkingen worden gemaakt.

In het eerste lid dient men te schrijven "dit artikel" in plaats van "deze wet" en in fine van dat lid schrijve men duidelijkheidshalve "aan het laatstgenoemde stelsel" in plaats van "aan deze wetgeving".

Het derde lid moet als tweede volzin bij het tweede lid worden gevoegd, zoniet dienen de woorden "dit lid" te worden vervangen door de woorden "het tweede lid".

7. Wetgevingstechnisch verdient het aanbeveling de ontworpen regeling als een "Hoofdstuk IIIBis". - Pensioenregeling van de ziekenhuisgeneesheer" in titel IV van de wet op de ziekenhuizen op te nemen, wat meteen zou toelaten in de paragrafen 1 en 3 de woorden "van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 7 augustus 1987" te schrappen.

.../...

TITEL III. - PENSIOENEN.Hoofdstuk I. - Gewaarborgd inkomen voor bejaarden.Voorafgaande opmerking.

De artikelen 56, 60 en 62 wijzigen respectievelijk de artikelen 2, 11 en 18 van de wet van 1 april 1969, welke artikelen, blijkens de inlichtingen die aan de Raad van State werden verstrekt, inmiddels echter het voorwerp zijn geweest van twee wijzigingswetten, allebei van 10 april 1991, die reeds door de Koning zijn bekrachtigd en afgekondigd maar nog niet in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

Daar de wijzigingen die de voornoemde wetten van 10 april 1991 in de wet van 1 april 1969 hebben aangebracht door het thans voor advies voorgelegde ontwerp impliciet worden vervangen en dit ontwerp uiteraard een wet van een latere datum dan 10 april 1991 zal worden, kan er geen twijfel over bestaan dat vanaf de dag waarop de artikelen 56, 60 en 62 van het ontwerp uitwerking zullen hebben (dit is blijkens artikel 64, vanaf 1 juni 1991) de wetten van 10 april 1991 zullen ophouden uitwerking te hebben.

Teneinde misverstanden te voorkomen ware het niettemin wenselijk dat de Regering er over zou waken dat de wetten van 10 april 1991 vo,'o,'r de thans ontworpen wet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt, te meer daar het vaststellen van de datum van inwerkingtreding van een van de twee wetten van 10 april 1991 aan de Koning werd overgelaten

.../...

en het blijkt artikel 64 van het huidig ontwerp niet de bedoeling blijkt te zijn afbreuk te doen aan die bepaling.

Nadat de Koning het huidig ontwerp zal hebben bekrachtigd, zal Hij uiteraard van de voornoemde delegatie enkel nog gebruik kunnen maken voor een periode die aan 1 juni 1991 voorafgaat. Zulks blijkt reeds uit de loutere combinatie van de betrokken wetten, zodat het overbodig - en overigens misleidend - is in artikel 64 van het ontwerp de zinsnede "en onverminderd de bepalingen (sic) van artikel 2 van de wet van 10 april 1991 (en niet : 1990) tot veralgemening van het onderzoek van ambtswege voor de toekenning van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden" te behouden.

Artikel 56.

1. Men vulle de inleidende zin aan als volgt :

"..., gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1973 en de wetten van 5 januari 1976 en 10 april 1991, wordt ...".

2. In het ontworpen artikel 2, § 1, tweede lid, worden de woorden "voor een gezin" beter geschrapt, daar zij aan de bepaling niets toevoegen en derhalve alleen maar verwarring kunnen scheppen.

Artikel 57.

.../...

De inleidende zin van 4E stelle men als volgt :

"4Ein § 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 december 1969 en gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Artikel 58.

1. In de Nederlandse tekst van de eerste volzin van het ontworpen artikel 7, § 1, vijfde lid, schrijve men : "gebouwd (niet : bebouwd) onroerend goed".

2. De tweede volzin dient bij de eerste aan te sluiten, zodat zij samen slechts één lid vormen.

Artikel 60.

1. Men stelle de inleidende zin van dit artikel als volgt :

"In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1976, 8 augustus 1980, 29 december 1990 en 10 april 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

.../...

2. In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 11, § 3, eerste lid, schrijve men : "de voordelen bedoeld in (niet : voorzien bij) artikel 10".

Artikel 61.

Men vulle de inleidende zin van dit artikel aan als volgt :

"..., gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976 en het koninklijk besluit van 15 februari 1990".

Artikel 62.

Men stelde de inleidende zin van dit artikel als volgt :

"Artikel 18, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 april 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

.../...

Hoofdstuk II. -Wijzigingen van de programmawet van 22 december 1989.

Artikel 65.

Aangezien alleen brugpensioenen die zijn ingegaan na 31 december 1990 onder de toepassing vallen van het nieuwe koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen en dit besluit op 1 januari 1991 in werking is getreden, lijkt de uitwerking van de door het ontworpen artikel 65 aangebrachte wijziging te kunnen worden beperkt tot 1 januari 1991 in plaats van 1 januari 1990.

Aan de Raad van State is niet meegedeeld of deze retroactieve wetswijziging ingrijpt in hangende geschillen.

Artikel 66.

Men precisere de aanvang van paragraaf 2 als volgt :

"In afwijking van de artikelen 269 en 270 van de programmawet van 22 december 1989, kan de Koning de bijzondere bijdrage bedoeld in artikel 268 van dezelfde wet, onder de voorwaarden en volgens de nadere regelen die Hij bepaalt, gelijkstellen met sociale zekerheidsbijdragen, ...".

.../...

Hoofdstuk III. -Aanpassing van artikel 6 van de wet van 29 juni 1972 houdende verscheidene bepalingen inzake pensioenen ten laste van 's Rijks Schatkist.

Artikel 67.

1. Sedert 1 oktober 1987 zijn de provinciegriffiers provinciale ambtenaren (artikel 4, tweede lid, van de provinciewet, gewijzigd bij artikel 1, § 2, van de wet van 6 juli 1987).

Diegenen onder hen wier diensten een einde hebben genomen na 30 september 1987 krijgen een enig pensioen (wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector).

Met een omzendbrief van 10 september 1987 heeft de Minister van Binnenlandse Zaken de provincieraden verzocht een verordening inzake pensioen aan te nemen (artikel 69, 1E, van de provinciewet), met inachtneming van de regeling bepaald bij artikel 6 van de wet van 29 juni 1972 houdende verscheidene bepalingen inzake pensioenen ten laste van 's Rijks Schatkist (toepassing van een voorkeurtantième van één vijfentwintigste).

Die werkwijze deed verzet rijzen van het Rekenhof, dat ervan uitgaat dat de provincieraden niet bevoegd zijn om de wijze te bepalen waarop de diensten van vo,'o,'r 1 oktober 1987 in aanmerking moeten worden genomen voor de berekening van het enig pensioen. Het Hof is immers de mening toegedaan dat artikel 3 van de wet van 14 april 1965 voorschrijft dat

.../...

de bedoelde diensten moeten worden berekend naar rata van het tantième één zestigste.

2. De ontworpen bepaling heeft tot doel de provincieraden de mogelijkheid te bieden om voor de berekening van het rustpensioen van de provinciegriffiers de diensten in aanmerking te nemen die zij vo, 'o, 'r 1 oktober 1987 in die hoedanigheid hebben verricht, naar rata van één vijfentwintigste per dienstjaar. In dat geval worden evenwel alleen de diensten die ze als provinciegriffier vo, 'o, 'r of na die datum verricht hebben, in aanmerking genomen.

Wanneer die berekeningswijze wordt toegepast, kan artikel 3, derde volzin, van de wet van 14 april 1965 (toepassing van het tantième één zestigste) geen toepassing vinden (ontworpen artikel 6, tweede lid, 1E).

Daarentegen wordt, wat betreft de verdeling van het brutobedrag van het rustpensioen onder de verschillende betrokken overheden en instellingen, het tantième één zestigste behouden (tweede lid, 2E).

3. De beoordelingsbevoegdheid die aan de provincieraadsleden wordt overgelaten mag niet tot gevolg hebben dat de griffiers die elkaar hebben opgevolgd in een zelfde provincie op ongelijke wijze worden behandeld.

.../...

TITEL IV. -TEWERKSTELLING EN ARBEID.

Hoofdstuk II. -Aanpassing van de arbeidsreglementering aan de ambtshalve aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid te betalen vergoeding, ingevoerd door de wetten van 6 juli 1989 en 22 december 1989.

Artikel 70.

In het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, komt geen artikel 11ter voor; deze laatste vermelding moet in het ontworpen artikel 15ter dus worden weggelaten.

Artikel 71.

Dit artikel voegt in artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, een 37E in, alhoewel er (nog) geen 36E bestaat. De reden hiervan is dat een ontwerp van wet op de kinderarbeid een 36E zou invoegen. Aangezien naar alle waarschijnlijkheid onderhavig ontwerp eerder zal worden aangenomen, dient "37E" te worden vervangen door "36E".

*

.../...

Blijkens de memorie van toelichting (blz. 49) liggen aan het artikel juridisch-technische redenen ten grondslag. De toevoeging van een punt 37E (lees : 36E) aan artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 heeft echter wel tot gevolg dat de maximumgrens van de administratieve geldboete voor de bewuste overtredingen wordt verhoogd : de grens van 20.000 frank in artikel 26, 1E, van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 wordt opgetrokken tot 50.000 frank.

Voorts zullen de stellers van het ontwerp moeten nagaan of van de gelegenheid niet moet worden gebruik gemaakt om de bedoelde inbreuken nader te omschrijven.

Artikel 73.

De redactie van de wijziging van artikel 11 van de wet van 30 juni 1971 moet worden aangepast in het licht van wat onder artikel 72 is opgemerkt met betrekking tot de vervanging van "37E" door "36E".

Voorts schrijve men : "... , worden de vermeldingen "34E, ... vervangen door de vermeldingen "34E, ...".

.../...

Hoofdstuk IV. -Wijziging van de wet van 5 december 1968
betreffende de collectieve arbeidsovereen-
komsten en de paritaire comités.

Artikel 78.

De memorie van toelichting stipt bij dit artikel aan
wat volgt :

"Artikel 78 bevestigt uitdrukkelijk de stelling van de Raad van State dat een collectieve arbeidsovereenkomst geen administratieve rechtshandeling is in de zin van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State".

Deze commentaar is in te absolute bewoordingen gesteld, rekening gehouden met het arrest nr. 32.348 van 12 april 1989 van de Raad van State, afdeling administratie, inzake ASBL Fédération nationale des Unions de Classes moyennes.

Voor het overige wijzige men de tekst als volgt :

"De in een paritair orgaan gesloten overeenkomst is niet vatbaar voor vernietiging door de Raad van State, afdeling administratie, als bedoeld in artikel 14, eerste lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State".

.../...

Hoofdstuk VIII. -Afwijking van artikel 1410 van het Gerech-
telijk Wetboek.

Artikel 84.

Blijkens de memorie van toelichting vormt het ontworpen artikel "de wettelijke basis voor de administratieve praktijk, die erin bestaat aan de belanghebbende te vragen de verbintenis te ondertekenen om van zijn uitkeringen af te zien vanaf de ingangsdatum van zijn pensioen en de machtiging te verlenen om over te gaan tot de recuperatie van deze voordelen op het bedrag van verschuldigde pensioenachterstallen".

Deze commentaar is misleidend; allicht wordt bedoeld dat de ontworpen regeling in de plaats moet komen van de thans toegepaste praktijk.

De ontworpen tekst is evenwel onduidelijk : er wordt niet gepreciseerd van welke bepaling van artikel 1410 van het Gerechtelijk Wetboek wordt afgeweken. Aan de Raad van State is meegedeeld dat het gaat om de terugvordering van werkloosheidsuitkeringen of ziekengeld (arbeidsongeschiktheidsuitkeringen of invaliditeitsuitkeringen), doorbetaald in afwachting van de retroactieve toekenning van een pensioen. In die hypothese kan het dus niet gaan om "prestaties die ten onrechte uitgekeerd zijn ..." als bedoeld in artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek.

.../...

De kwestie moet dus grondig worden herdacht om tot een systeem van schuldvergelijking te komen tussen de betrokken instellingen zelf. Tevens moet in voorkomend geval nauwkeurig worden bepaald in welke mate van welke bepaling van voormeld artikel 1410 wordt afgeweken.

Ten slotte verdient het aanbeveling die regeling in laatstgenoemd artikel zelf in te schrijven.

Hoofdstuk IX. -Wijziging van artikel 11ter van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Artikel 85.

Men passe het nieuwe artikel 11ter, § 2, aan als volgt :

"§ 2. ... wanneer een werknemer wordt in dienst genomen ter vervanging van een persoon wiens rechtspositie eenzijdig door de overheid is geregeld en die zijn ambt niet of slechts deeltijds uitoefent".

.../...

Hoofdstuk X. -Wijziging van de modaliteiten van opzegging door de werknemer van arbeidsovereenkomsten gesloten in het kader van wedertewerkstellingsprogramma's waarvan de organisatie niet meer onder de bevoegdheid van de nationale wetgever valt.

De wijzigingen welke de artikelen 86, 87 en 88 beogen aan te brengen in de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978, betreffen de opzeggingsregeling in hoofde van werknemers die zijn tewerkgesteld in het kader van een wedertewerkstellingsprogramma bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2E, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988.

Voormeld artikel 6, § 1, IX, 2E, kent de Gewesten de bevoegdheid toe

"eender welk type van wedertewerkstellingsprogramma op te richten en er werklozen in te plaatsen met uitzondering van de programma's bedoeld voor de administraties en de diensten van de nationale overheid of onder haar toezicht geplaatst ... De financiering wordt verzekerd door de Gewesten die daartoe van de nationale overheid de nodige middelen krijgen via twee kanalen :

1Evoor iedere uitkeringsgerechtigde volledig werkloze, geplaatst in een door het Gewest opgericht wedertewerkstellingsprogramma, ontvangt het Gewest vanwege de nationale overheid een financiële tegemoetkoming waarvan het bedrag overeenstemt met een werkloosheidsvergoeding. Het bedrag van deze vergoeding wordt vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit voor zover de plaatsing geschiedt in het kader van een arbeidsovereenkomst;

.../...

2Ein toepassing van de bijzondere financieringswet ontvangt elk Gewest een budgettaire enveloppe die het geheel van de lasten omvat die verband houden met de plaatsing van werklozen in de wedertewerkstellingsprogramma's, met uitzondering van het bedrag van de werkloosheidsuitkering" (Parl. Hand., Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 516/1-1988, blz. 19).

Aan de Raad van State is bevestigd dat de in het ontworpen hoofdstuk X vervatte wijzigingen aan de arbeids-overeenkomstenwet alleen betrekking hebben op de wedertewerkstellingsprogramma's van vorenstaand type. In die omstandigheden is het derhalve meer in overeenstemming met de bevoegdheid die de Gewesten met betrekking tot het opzetten en het organiseren van wedertewerkstellingsprogramma's aan voormeld artikel 6, § 1, IX, 2E, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 onttelen, de arbeidsovereenkomstenwet zodanig aan te passen dat de bijzondere opzeggingsregeling rechtstreeks op de bewuste programma's van toepassing is, zonder dat de Koning die programma's van geval tot geval moet aanwijzen.

De artikelen 86, 87 en 88 zijn dus aan een grondige herziening toe.

Hoofdstuk XI. -Nationaal Onderzoeksinstituut voor arbeids-omstandigheden.

Artikel 90.

Men formulere dit artikel als volgt :

"Het Instituut voor verbetering van de arbeidsvoorwaarden, opgericht door het koninklijk besluit nr. 11 van

.../...

11 oktober 1978 tot omvorming van de Belgische Dienst Opvoering Productiviteit in een openbare instelling genaamd Instituut voor verbetering van de arbeidsvoorwaarden, wordt omgevormd tot het "Nationaal Onderzoeksinstituut voor arbeidsomstandigheden", hierna "het Instituut" genoemd. Het Instituut wordt opgericht bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en is een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid".

Artikel 91.

In paragraaf 1, eerste lid, Nederlandse tekst, schrijve men :

"Onverminderd de bevoegdheden van andere openbare diensten ...".

Nog in paragraaf 1, eerste lid, in fine, precisere men :

"... en de preventie in de diensten, instellingen, ondernemingen en verenigingen van de openbare of particuliere sector".

Aan de Raad van State is immers meegedeeld dat ook de openbare diensten tot het werkterrein van de instelling behoren.

*

De definities kunnen worden aangevuld met een 4E luidend als volgt :

.../...

"4Ede Minister : de Minister van Tewerkstelling en Arbeid".

Paragraaf 2, tweede lid, passe men aan als volgt :

"Wanneer het Instituut opdrachten aanvaardt van de in het vorig lid, 2E en 3E, bedoelde personen of instellingen, kan het hiervoor een vergoeding aanrekenen".

De stellers van het ontwerp zullen moeten nagaan of paragraaf 3 niet moet worden aangevuld als volgt :

"... samenwerken met ministeriële departementen of openbare instellingen van de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten".

Artikel 92.

Het verband tussen paragraaf 1, eerste lid, waarbij "de Minister aan de leidend ambtenaar delegaties van uitvoeringsbevoegdheden kan toekennen ..." en artikel 94, dat de Koning onder meer opdraagt de bevoegdheden van de leidend ambtenaar en diens adjunct te bepalen, is onduidelijk.

Beter ware het in de wet in te schrijven dat de wijze waarop de Minister en de ambtenaren hun bevoegdheden uitoefenen bij koninklijk besluit wordt bepaald.

Artikel 93.

.../...

Rekening houdend met de toelichting van de gemachtigde van de Regering, schrijve men in paragraaf 1, laatste lid :

"... van de stuurgroep en stelt op diens advies zijn huishoudelijk reglement vast".

*

De in paragraaf 2, eerste lid, vermelde opdrachten van de stuurgroep maken geen gewag van de in artikel 91, § 1, van het voorontwerp bedoelde "experimenten", welke, naast het onderzoek, één van de basistaken van het Instituut uitmaken.

Volgens de gemachtigde van de Regering is die weglating in artikel 93, § 2, bewust gebeurd, teneinde op dat vlak alle bevoegdheden aan de bevoegde Minister te laten.

*

In paragraaf 2, derde lid, wordt naar het zeggen van de gemachtigde ambtenaar met het begrip "speciale vraagstukken" gedoeld op onderzoeksprojecten met een specifiek karakter (bijvoorbeeld inzake industriële robotica) welke het wenselijk maken dat op het terrein van de betrokken materie onderlegde deskundigen worden geconsulteerd.

Artikel 95.

In paragraaf 1 schrijve men : "... gedekt door een jaarlijks krediet ingeschreven ...". Men gebruike deze term ook in de andere bepalingen van dit artikel.

.../...

Rekening houdend met de door de gemachtigde van de Regering gegeven verduidelijking, passe men paragraaf 2, tweede lid, aan als volgt :

"... bedrag bereikt dat hoger is dan het totale bedrag van het in § 1 bedoelde krediet voor dat jaar, vervalt het overschot aan de Schatkist".

Artikel 96.

Men stelle dit artikel als volgt :

"Het Instituut wordt met de Staat gelijkgesteld voor de toepassing van de wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provinciën".

Artikel 98.

Men vervange de woorden "op de datum van inwerkingtreding van dit ontwerp" door "op de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk".

.../...

TITEL V. -VOLKSGEZONDHEID.Hoofdstuk I. -Instituut voor hygiëne en epidemiologie.Artikel 101.

Luidens de memorie van toelichting zal deze bepaling de aanwerving van sommige leden van het wetenschappelijk personeel bij het Instituut voor hygiëne en epidemiologie en bij de Beheerseenheid van het mathematisch model van de Noordzee valideren, om aan de opmerkingen van het Rekenhof te beantwoorden.

Voor zover de Raad van State, binnen de korte termijn die hem wordt toegemeten, deze zaak heeft kunnen onderzoeken, is onder meer gebleken (12) dat in het verleden bij het I.H.E. verscheidene malen werd overgegaan tot indienstneming van wetenschappelijk personeel, hetzij in betrekkingen die niet voorkomen in de personeelsformatie, welke indienstnemingen van rechtswege nietig zouden zijn krachtens artikel 51 van de wet van 28 december 1973, hetzij bij arbeidsovereenkomst voor specifieke researchprogramma's, welke arbeidsovereenkomsten, in strijd met artikel 5bis van het koninklijk besluit van 7 maart 1974, voor onbepaalde duur werden verlengd, dus voor een duur welke die van het researchprogramma overschrijdt en die eveneens, ditmaal krachtens artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982, van rechtswege nietig zouden

(12) Inzonderheid uit een brief van 20 maart 1990 van het Rekenhof aan de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid.

zijn, hetzij ten slotte, eveneens bij arbeidsovereenkomst, doch zonder dat daarvoor enige wettelijke of reglementaire grondslag voorhanden was.

Reeds in vorige adviezen heeft de Raad van State bezwaren geuit tegen de praktijk om onwettige individuele rechtshandelingen bij wet te bekrachtigen.

Zo heeft de Raad van State in zijn advies nr. 14.713/1 van 1 december 1982 bij een voorontwerp van wet houdende bijzondere maatregelen met het oog op het verzekeren van de werking van het Gebouwenfonds voor de rijksscholen en het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen (13) betreurd dat "andermaal op de wetgever een beroep wordt gedaan om te interveniëren op een domein en voor een aangelegenheid welke tot de eigen bevoegdheid van de uitvoerende macht behoren".

Indien zou blijken dat de bij wet te bekrachtigen onwettige indienstneming het voorwerp uitgemaakt hebben, uitmaken of nog kunnen uitmaken van gedingen voor de gewone of de administratieve rechter - de tijd ontbrak de Raad van State om zulks na te gaan -, dan rijzen er nog grotere bezwaren tegen hun bekrachtiging bij wet. Immers, zoals de Raad van State in het zoëven aangehaalde en ook nog in andere adviezen heeft opgemerkt (14), grijpt de wetgever daardoor in in een

(13)Gedr. St., Senaat, 402 (1982-1983), nr. 1, pp. 4-5.

(14)Zie bijvoorbeeld het advies L. 9191/1 van 3 februari 1965 over een voorontwerp van wet houdende uitzonderingsmaatregelen met het oog op het verzekeren van de

rechtsprekende taak - welke taak zoniet wat de Raad van State betreft dan toch voor de hoven en rechtbanken op een grondwettelijk voorschrift berust - en gaat hij derhalve voorbij aan de onafhankelijkheid welke voor elk met een rechtsprekende taak belast orgaan de regel behoort te zijn, en miskent hij aldus de Grondwet en een grondbeginsel van het Belgisch publiek recht.

De vraag kan overigens worden gesteld of dergelijk systeem van bekrachtiging bij wet van als onregelmatig te beschouwen indienstneming of in dienst houden niet strijdig is met het beginsel van de gelijkheid van de Belgen voor de wet, neergelegd in de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet. Vooraleer die vraag negatief kan worden beantwoord, zou moeten zijn aangetoond dat de omstandigheden waarin degenen verkeren wier onregelmatige indienstneming of indiensthouding door de wet zal worden gevalideerd, zodanig verschillen van de omstandigheden waarin degenen verkeren van wie zulks niet gebeurt - bijvoorbeeld na een vernietiging van hun benoeming door de afdeling administratie van de Raad van State - dat die omstandigheden een verschillende behandeling wettigen. Er is verder de vraag of het gelijkheidsbeginsel niet zal worden geschonden ten overstaan van de andere personeelsleden van het I.H.E., die wel op wettige wijze werden in dienst genomen.

De Wetgevende Kamers zullen daarover moeten oordelen. Doch, overeenkomstig artikel 1, 2E, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, zou de

werking van de Buitenlandse Dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

.../...

betreffende wetsbepaling door het Arbitragehof aan de voornoemde grondwetsbepalingen kunnen worden getoetst.

Gelet op de korte termijn welke hem is toegemeten en mede in acht genomen dat de door de Regering aangewezen kabinetsleden hem daarover weinig of geen toelichting hebben verstrekt, kan de Raad van State moeilijk oordelen of de voorgelegde tekst zal volstaan om de geviseerde individuele rechtssituaties te regulariseren.

Zo is het bijvoorbeeld niet duidelijk wat wordt bedoeld met de woorden "voor zover dit personeel in een wetenschappelijke graad bij die diensten was aangewezen of benoemd, ten laatste binnen het jaar na bekendmaking van deze wet". Betekent dit soms dat, in voorkomend geval, toekomstige onregelmatige indienstnemen reeds op voorhand gevalideerd worden ?

Ook de precieze inhoud van de term "bekrachtigd" is niet duidelijk. Betekent hij dat bijvoorbeeld onregelmatige of op onregelmatige wijze verlengde contractuele indienstnemen omgezet worden in een statutaire aanstelling, of alleen dat die contractuele indienstneming voor onbepaal

de duur wordt bekrachtigd, of nog, dat alleen de tot nog toe onwettig verkregen geldelijke en dienstanciënniteit als wettig verworven moet worden beschouwd, zonder dat voor de toekomst een recht op voortzetting van die toestand wordt verleend ?

Het moet worden gezegd dat artikel 17, § 3, van het voorontwerp van wet betreffende het I.H.E., dat voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd doch waarover deze geen advies ten gronde heeft verleend (15), op het stuk heel wat duidelijker was geredigeerd.

De Raad van State doet ten slotte nog opmerken dat artikel 101 van het ontwerp blijkbaar een der aangelegenheden behandelt welke behoren tot de grondregelingen bedoeld in het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 en dat, indien de wetgever niet wenst af te wijken van de regels vervat in de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, over de betrokken regeling vooraf moet worden onderhandeld binnen het Sectorcomité I, opgericht bij koninklijk besluit van 28 september 1984.

(15)Advies L. 20.419/8 van 6 december 1990, waarin werd vastgesteld dat het ontwerp strijdig was met het samenwerkingsakkoord van 22 maart 1990.

Hoofdstuk II. -Bepalingen betreffende de bewuste verspreiding van genetisch gewijzigde organismen.

Artikel 102.

Wat precies bedoeld wordt met de woorden "voor zover deze aangelegenheid niet geregeld zou worden door een specifieke wettelijke bepaling", in fine van het eerste lid, is onduidelijk.

De memorie van toelichting verklaart dat het voor de nationale materies waarvoor er nog geen specifieke wetgeving bestaat en die niettemin onder de toepassing van de richtlijn 90/220/EEG vallen, nodig is te voorzien in een bepaling betreffende de omzetting van die richtlijn.

Houdt het voorgaande in dat, voor zover er reeds een algemene wettelijke grondslag voor een bepaalde sector zou bestaan die het de Koning mogelijk zou maken ter zake op te treden - bijvoorbeeld inzake landbouw -, artikel 102 van het ontwerp niet van toepassing zal zijn, en dus ook de door zijn tweede lid opgelegde bekrachtiging door de Wetgevende Kamers niet geldt ? Of moeten de bedoelde meer specifieke regelingen de genetische manipulatie van organismen zelf tot voorwerp hebben ?

Daar het door de Regering aangewezen kabinetslid niet kon worden bereikt, verkeert de Raad van State in de onmogelijkheid om ter zake een zinnige aanbeveling te formuleren.

.../...

In de Nederlandse tekst vervange men in ieder geval de term "vrijwillig" door "doelbewust", welke de term is die in de richtlijn 90/220 wordt gebruikt.

Aangaande deze en andere onnauwkeurigheden, taal-en stijlfouten in de Nederlandse tekst van het ontwerp kan daarenboven worden opgemerkt dat deze tekst een gebrekkige vertaling is van de Franse tekst.

Zoals de Raad van State reeds opmerkte in zijn advies nopens een ontwerp van wet op de uitoefening van de diergeneeskunde (16), is de door het tweede lid voorgeschreven bekrachtigingsprocedure weinig gebruikelijk en kan zij in de praktijk tot moeilijkheden leiden wanneer de Wetgevende Kamers zouden nalaten het betreffende koninklijk besluit te bekrachtigen of indien zij er wijzigingen in zouden aanbrengen.

Uit de niet-bekrachtiging van een koninklijk besluit volgt in beginsel immers dat aan dat besluit met terugwerkende kracht elke rechtskracht wordt ontnomen. Wat is dan het lot van individuele regelingen en subjectieve rechten die op grond van dat koninklijk besluit tot stand gekomen zijn of verkregen werden ?

Weliswaar wordt in de betreffende tekst het woord "opgeheven" gebruikt, wat erop zou kunnen wijzen dat de niet-bekrachtiging alleen gevolgen heeft voor de toekomst.

(16)Advies L. 20.452/8 van 15 januari 1991, Gedr. St., Senaat, 1988-1989, nr. 485/7, pp. 25 en 26.

Het is nochtans aan te raden daarover meer precisering te verstrekken.

Hoofdstuk III. -Instituut voor veterinaire keuring.

Artikel 103.

De macht die het ontworpen nieuw artikel 17 van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel aan de Minister zal verlenen om in te grijpen bij ernstig en dreigend gevaar voor de volksgezondheid, is zeer ruim : de Minister kan alle mogelijke maatregelen bevelen, gaande tot de sluiting van de inrichting; de notie "ernstig en dreigend gevaar voor de volksgezondheid" wordt slechts vaag omschreven in de memorie van toelichting; er wordt niets bepaald met betrekking tot de rechten van verdediging, meer bepaald de hoorplicht. Omwille van de dringende omstandigheden, aldus de memorie van toelichting, is het onmogelijk hier een beroepsprocedure in te lassen.

De stellers van het ontwerp blijken toch een waarborg te hebben willen inbouwen. In de memorie van toelichting wordt gesteld :

"Wel zal de Minister er zich van vergewissen dat de exploitant op de hoogte gesteld is van het gevaar en niet zelf de nodige maatregelen heeft genomen".

Zulks blijkt te doelen op een systeem van voorafgaande waarschuwing.

.../...

Gelet op de verregaande ingreep in de stoffelijke belangen van de betrokkenen die de ontworpen tekst mogelijk maakt, zou het beter zijn de beoogde bescherming in duidelijke bewoordingen in de normatieve tekst zelf in te schrijven, bijvoorbeeld onder de vorm van een voorafgaande aanmaningsplicht, met bepaling van een - eventueel korte - termijn binnen welke de betrokkene aan die aanmaning gevolg zal moeten geven.

Artikel 104.

Deze bepaling ware beter geformuleerd als volgt :

"Art. 104. Artikel 20, tweede lid, van voornoemde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981, wordt aangevuld met de woorden "met uitzondering van de niet voor uitvoer erkende slachthuizen die moeten beantwoorden aan deze voorwaarden op 1 januari 1993"".

Het ware bovendien logischer de artikelen 104 en 105 onderling van plaats te verwisselen.

Artikel 105.

De inleidende zin van dit artikel ware beter als volgt gesteld :

.../...

"Een artikel 19bis, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk I van dezelfde wet ingevoegd :".

Aangaande de bekrachtigingsprocedure bepaald in het tweede lid van paragraaf 1 van de ontworpen bepaling, geldt dezelfde opmerking als die gemaakt bij artikel 102, tweede lid, van het ontwerp.

Aangaande de paragraaf 2 dient daarenboven het volgende te worden opgemerkt.

Paragraaf 2 delegeert aan de Koning het bepalen van de straffen op de overtredingen, vastgesteld krachtens paragraaf 1.

Dergelijke werkwijze kan moeilijk worden overeengebracht met de ter zake geldende grondwets- en verdragsbepalingen, inzonderheid met artikel 9 van de Grondwet en artikel 7 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en met sommige algemene rechtsbeginselen. Ter voldoening daaraan dient de wetgever zelf de gedragingen aan te wijzen welke strafbaar worden gesteld en de straffen te bepalen die kunnen worden opgelegd voor de overtreding van ieder van de aldus vastgestelde gebods- of verbodsbepalingen.

De bedoelde bepaling van het ontwerp voldoet kennelijk niet aan die fundamentele vereisten doordat zij de overtreding van niet nader bepaalde besluiten tot uitvoering

.../...

van het ontwerp van wet als een misdrijf kwalificeert en voor al die misdrijven aan de Koning een uiterst ruime discretionaire bevoegdheid toekent om de strafmaat vast te stellen.

Indien de wetgever zijn bevoegdheid inzake de strafbaarstelling van overtredingen van de gebods- en verbodsbepalingen, uit te vaardigen krachtens paragraaf 1, aan de Koning wenst over te dragen, dan hoort die opdracht op zijn minst geformuleerd te worden zoals bijvoorbeeld in artikel 20, § 3, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, welke bepaling de Koning oplegt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de overtredingen nader te omschrijven en de straffen te bepalen die op elk daarvan toepasselijk zijn, daarbij wel te verstaan zijnde dat in de wet de minimum- en de maximumgrenzen van de straf worden aangegeven.

Men duide de onderverdelingen van het ontworpen artikel aan als § 1 (niet : paragraaf 1) en § 2 (niet : paragraaf 2).

Artikel 106.

Voor dit artikel gelden dezelfde opmerkingen, mutatis mutandis, als die gemaakt bij artikel 105.

.../...

TITEL VI. - DIVERSE BEPALINGEN.Hoofdstuk I. - Justitie.Afdeling 1. - Gerechtelijk Wetboek.

De artikelen 107 tot 113 kunnen de Staatsuitgaven beïnvloeden.

Volgens artikel 6, 2, en artikel 13 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole zijn voor de ontworpen bepalingen, vooraleer ze worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting vereist.

Noch dat advies noch die akkoordbevinding zijn aan de Raad van State medegedeeld.

De Raad van State formuleert bijgevolg de opmerkingen die volgen, onder voorbehoud van de vervulling van die vormvereisten.

Artikel 107.

In paragraaf 2 van het ontworpen artikel 357 van het Gerechtelijk Wetboek schrijve men :

.../...

"§ 2. De weddebijslagen van de rechters van een rechtbank van eerste aanleg, van een rechtbank van koophandel en van een arbeidsrechtbank en van de substituut-procureurs des Konings en van de substituut-arbeidsauditeurs, die niet voor een bijzonder ambt worden aangewezen, worden bepaald als volgt :

...".

Artikel 108.

Artikel 360 van het Gerechtelijk Wetboek handelt thans over de weddeverhogingen van de magistraten na drie, zes, negen, twaalf, vijftien, achttien en eenentwintig jaren ambtsuitoefening.

Het ontwerp strekt ertoe in het Gerechtelijk Wetboek een artikel 360bis in te voegen, luidend als volgt :

"Na twaalf jaren ambtsuitoefening in één of meer gerechten wordt aan de magistraten een weddebijslag van 22.377 F toegekend".

De vraag rijst waarom de stellers van het ontwerp niet overwogen hebben de ontworpen bepaling in te voegen in artikel 360 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het gaat om dezelfde magistraten; de wijze waarop de ambtsanciënniteit in een of meer gerechten wordt berekend, moet blijkbaar dezelfde zijn.

.../...

Bovendien kan men niet uitmaken of men voor de berekening van de wedde van een magistraat die twaalf jaar ambtsuitoefening telt, twee opeenvolgende verrichtingen zal moeten uitvoeren en eerst artikel 360 toepassen en vervolgens artikel 360bis, eventueel met verwijzing naar verschillende coëfficiënten.

Het zou duidelijker en eenvoudiger zijn de ontworpen bepaling in te voegen in artikel 360 van het Wetboek.

Artikel 109.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"In artikel 365, § 2, eerste lid, a, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1974, worden de woorden "tien jaar" en "tien jaren" vervangen door de woorden "zeven jaar" en "zeven jaren".

Artikel 110.

Bij het artikel is een gelijksoortige opmerking te maken als die welke gemaakt is bij artikel 108.

De ontworpen bepaling moet dus worden ingevoegd in artikel 367 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 111.

.../...

Het zou beter zijn artikel 367ter (dat artikel 367bis wordt) als volgt te stellen :

"Aan de griffiers van een rechtbank van eerste aanleg, van een rechtbank van koophandel, van een arbeidsrechtbank, van een vredegerecht en van een politierechtbank, die ten minste twaalf jaren anciënniteit in hun graad bezitten en die niet zijn aangewezen voor een bijzonder ambt, kan, op ... of van de politierechter, en van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, een weddebijslag van 25.000 fr. worden toegekend".

Artikel 112.

Bij het artikel behoort een soortgelijke opmerking gemaakt te worden als die welke gemaakt is bij artikel 108.

De ontworpen bepaling moet dus worden ingevoegd in artikel 373 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 113.

Het zou beter zijn het begin van het ontworpen artikel 373ter (dat artikel 373bis wordt) als volgt te stellen :

"Aan de adjunct-secretarissen bij het parket van de procureur des Konings en bij het parket van de arbeidsauditeur,

.../...

die ten minste twaalf jaar anciënniteit hebben in hun graad en die niet zijn aangewezen voor een bijzonder ambt, ...".

Afdeling 2. - Nationaal Instituut voor Criminalistiek.

Artikel 115.

Eerste lid.

De tekst zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 115.-

In afwijking van artikel 51, § 4, vijfde en zesde lid, van de wet van ..., mag de Koning tot 31 december 1992 de eerste benoemingen doen in de betrekkingen waarin is voorzien in het koninklijk besluit van 14 november 1972 houdende nadere regelen betreffende de oprichting van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek".

Tweede lid.

De tweede volzin zou beter als volgt worden gesteld :

"Daartoe wordt een oproep tot gegadigden gedaan door middel van een bericht in het Belgisch Staatsblad, met opgaaf van onder meer de openstaande betrekkingen, de toelatingsvoorwaarden alsmede de termijnen waarbinnen en de wijze waarop de sollicitaties moeten worden ingediend".

Afdeling 3. - Vergunningen tot aankoop en immatriculatiege-
tuigschriften voor verweerwapens.

.../...

Artikel 116.

De wet van 30 januari 1991 tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie is nog niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De wijziging waarin artikel 116 voorziet kan eerst in werking treden wanneer de voormelde wet is bekendgemaakt.

Hoofdstuk II. - Binnenlandse Zaken.Artikel 117.

1. Volgens de memorie van toelichting beoogt de ontworpen tekst "de bepalingen van het fonds bedoeld in artikel 36 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State in overeenstemming te brengen met de organieke wet (van 27 december 1990) houdende oprichting van begrotingsfondsen".

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe dat doel wordt bereikt en de Raad wijst er inzonderheid op dat de ontworpen tekst de bij de wet van 27 december 1990 gevoegde tabel met de lijst van de begrotingsfondsen waarop die wet van toepassing is, niet wijzigt.

.../...

Wil men het doel bereiken dat de steller van het ontwerp te kennen geeft, dan schrijve men in de ontworpen paragraaf 5 :

"... toegewezen aan een begrotingsfonds (17) in de zin van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, genaamd "Fonds voor het beheer van de dwangsommen"".

Door de machtiging die Hem in artikel 1, vierde lid, wordt verleend kan de Koning in de bijlage de vermelding "Fonds voor het beheer van de dwangsommen" invoegen.

2. In de eerste volzin van de ontworpen paragraaf 5, eerste lid, behoren de overbodige woorden "eenmaal verbeurd" te vervallen.

Het zou beter zijn de eerste zin van het eerste lid van de ontworpen paragraaf 5 als volgt te stellen :

(17)Er zij op gewezen dat in artikel 1 van de wet van 27 december 1990 alsmede in artikel 19 van de wet van 28 juni 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit wordt gesproken van "begrotingsfondsen" en niet van "organieke begrotingsfondsen". De bijlage bij de wet van 27 december 1990 bevat evenwel een kolom die gewijd is aan de "benaming van het organiek begrotingsfonds". Het lijkt evenwel verkieslijk de terminologie te gebruiken die in het beschikkend gedeelte van de wet wordt bekrachtigd.

.../...

"§ 5. De dwangsom bedoeld in paragraaf 1 wordt ten uitvoer gelegd op aanvraag van de verzoeker en door tussenkomst van de Minister van Binnenlandse Zaken".

Het zou beter zijn het tweede lid van dezelfde paragraaf als volgt te stellen :

"De aanwending van de middelen die aan dat fonds worden toegewezen voor de modernisering van de documentatie met betrekking tot de administratieve rechtspraak, wordt geregeld bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit".

Hoofdstuk III. - Openbaar Ambt.

Artikel 118.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 51, § 2, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de wetten van 2 juli 1981 en 20 februari 1990, wordt opgeheven".

Artikel 120.

De ontworpen tekst vervangt de voorafgaande goedkeuring van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt

.../...

behoort door de "medeondertekening" van de inspecteur van financiën die bij het betrokken ministerie is geaccrediteerd (18), van de regeringscommissaris of van de afgevaardigde van de Minister van Financiën bij de betrokken instelling van openbaar nut.

Die uitdrukking wekt enigszins verwondering. Het begrip "medeondertekening", dat een duidelijke betekenis heeft wat het voorbereiden van een koninklijk besluit betreft, kan moeilijk worden toegepast op overeenkomsten die onder openbare overheden worden gesloten.

Bijgevolg rijst de vraag wat de aard en de strekking zijn van de bevoegdheid die respectievelijk wordt verleend aan de inspecteur van financiën, aan de regeringscommissaris of aan de afgevaardigde van de Minister van Financiën. De uitdrukking lijkt te verwijzen naar een ander soort bevoegdheid dan die van een voorafgaand advies. Betreft het dan een bevoegdheid tot "medebeslissing" ? Wat gebeurt er als de inspecteur van financiën, de regeringscommissaris of de afgevaardigde van de Minister van Financiën weigert om "mede te ondertekenen" ?

De steller van het ontwerp zou de juiste draagwijdte moeten aangeven van de bemoeiing van de inspecteur van financiën, de regeringscommissaris of de afgevaardigde van de

(18) Er zij op gewezen dat de inspecteurs van financiën, volgens artikel 32bis van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, geaccrediteerd zijn bij een minister en niet bij een ministerie.

Minister van Financiën. Die bemoeïing mag hoe dan ook niet betekenen dat er geen beslissing van de politieke overheid hoeft te zijn.

Hoofdstuk IV. - Economische Zaken.Artikel 122.

Uit de combinatie van de artikelen 122 en 125 volgt dat de bepalingen van afdeling 1 van toepassing zijn op alle personeelsleden welke bij koninklijk besluit van 11 mei 1984 van de Dienst voor de nijverheidsbevordering naar de tijdelijke formatie van het Ministerie van Economische Zaken werden overgedragen, ongeacht of zij later al dan niet naar het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse of het Brusselse Gewest zijn getransfereerd. Vanzelfsprekend kan de ontwerp-regeling slechts betrekking hebben op de periode dat de betrokkenen in rijksdienst waren, uiteraard met de eraan verbonden gevolgen wat hun rechtspositie na de vermelde overgang betreft.

Artikel 124.

Uit de aan de adviesaanvraag toegevoegde bescheiden en uit de door de gemachtigde ambtenaar verschaftte toelichting blijkt dat met de eerste twee leden vooral wordt beoogd de regularisatie door de wetgever van individuele beslissingen welke door de algemene raad van de Dienst voor de nijverheidsbevordering vo,'o,'r de opheffing van de Dienst werden genomen met miskenning van de voorgeschreven procedure, terwijl met het derde lid het subrogatierecht van de Staat wat de door de Dienst ten gunste van haar personeel onderschreven groepsverzekering betreft, wordt beperkt "tot het gedeelte dat

.../...

overeenstemt met de werkelijke bij de D.N.B. gepresteerde diensten".

Die laatste regeling wijkt af van de algemene regeling opgenomen in artikel 13, §§ 1 en 6, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden en houdt volgens de gemachtigde van de Regering in, dat het deel van de verzekering dat bij de indiensttreding van die personeelsleden als compensatie voor vroeger in een andere sector verkregen pensioenrechten werd aangegaan, door de betrokken verzekeringsinstelling bij wege van individuele uitkering aan de op rust gestelde personeelsleden zal verschuldigd zijn.

Aan de Raad van State is meegedeeld dat met betrekking tot het pensioen van personeelsleden van de vroegere D.N.B., geschillen aanhangig zijn voor de gewone rechtbanken, in welke geschillen de samenstelling van de loopbaan en de berekening van het pensioen aan de orde zijn.

Binnen de hem gelaten tijd kan de Raad van State niet uitmaken of de ontwerp-bepalingen de pensioenrechten kunnen verminderen, zoals die bij de inleiding van de betrokken rechtsgedingen gelding hadden.

In ieder geval moet uit het voorafgaade volgen dat met de bepalingen van artikel 124, enerzijds, de door een bestuursorgaan van een openbare instelling begane onregelmatigheden worden goedge maakt, anderzijds ingegrepen wordt in geschillen die hangende zijn voor de rechterlijke macht.

.../...

Voor al in het laatste geval houdt die "legalisatie" een inbreuk in op het beginsel van de scheiding der machten. Het komt de Wetgevende Kamers toe te oordelen of er voldoende gegronde en uitzonderlijke redenen aanwezig zijn om zulks te verantwoorden.

Onverminderd die opmerking, lijkt men in het eerste lid minstens te moeten verduidelijken welke beslissingen van de algemene raad bedoeld zijn, terwijl het in het tweede lid correcter ware te schrijven : "verkregen administratieve en geldelijke anciënniteit".

Voorts heeft de eerste zin van het derde lid, zoals hij thans is geformuleerd, enkel een declaratieve waarde. Voor zover als nodig ware het juister de gedane opzegging door de wetgever te laten bekrachtigen. De Franse tekst van diezelfde eerste zin gebruikt de term "au soir" die geen tegenhanger heeft in de Nederlandse tekst.

Vraag is overigens of, gelet op de techniek van de groepsverzekering, het subrogatierecht van de Staat niet moet worden geregeld uitgaande van de bijdragen welke door de D.N.B. werden betaald voor de bij de Dienst gepresteerde diensten.

Artikel 125.

Men schrijve "Deze afdeling" in plaats van "Dit hoofdstuk".

.../...

Artikel 126.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat de bepaling van het eerste lid tot doel heeft de geldelijke en administratieve anciënniteit welke eventueel ten onrechte is toegekend aan de personeelsleden die bij wege van eerste benoemingen in een betrekking van de eerste personeelsformatie van het Planbureau werden benoemd, door de wetgever te laten bevestigen.

Aan de Raad van State is meegedeeld dat naar aanleiding van pensioenaanvragen van gepensioneerde ambtenaren, geschillen over de toe te kennen anciënniteit aanhangig zijn bij de rechtbanken. De wetgever zal dan ook ingrijpen in hangende rechtsgedingen. In dat verband mag worden verwezen naar de opmerking welke met betrekking tot een dergelijk optreden van de wetgever onder artikel 124 is geformuleerd.

In elk geval schrijve men : "in aanmerking werden genomen".

Het tweede lid wil, overeenkomstig artikel 114 van de Grondwet, een wettelijke grondslag geven aan een bij koninklijk besluit van 9 juni 1971 houdende statuut van het personeel van het Planbureau ingestelde pensioenregeling (zie artikel 20 van dat besluit). Voorgesteld wordt dit lid te redigeren als volgt :

"Voor deze personeelsleden wordt vanaf hun vijfenzestigste jaar voorzien in een pensioenbijslag en voor

.../...

hun weduwen in een weduwenbijslag ten laste van de begrotingskredieten van het Planbureau. Die bijslag is gelijk aan het verschil tussen het pensioenbedrag dat de personeelsleden of hun weduwen zouden genieten indien alle diensten waarvoor zij aanspraak maken op een pensioen in om het even welk ander pensioenstelsel, bij het Planbureau waren gepresteerd, en het pensioenbedrag dat zij verkrijgen in elk ander pensioenstelsel".

.../...

Het advies betreffende

titel I, hoofdstuk II,
titel II, hoofdstukken I tot VI,
VIII tot X en XII,
titel III, hoofdstuk II,
titel IV,
titel VI, hoofdstuk IV,

werd gegeven door de eerste kamer,
samengesteld uit

de Heer : J. VERMEIRE,
Monsieur :

Mevrouw : S. VANDERHAEGEN,
Madame :
de Heer : A. BEIRLAEN,
Monsieur :

de Heren : G. SCHRANS,
Messieurs : E. WYMEERSCH,

Mevrouw : A. BECKERS,
Madame :

L'avis concernant

le titre Ier, chapitre II,
le titre II, chapitres Ier à VI,
VIII à X et XII,
le titre III, chapitre II,
le titre IV,
le titre VI, chapitre IV,

a été donné par la première chambre,
composée de

staatsraad, voorzitter,
conseiller d'Etat, président,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

assessoren van de
afdeling wetgeving,
assesseurs de la
section de législation,

griffier,
greffier.

De overeenstemming tussen de
Nederlandse en de Franse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
J. VERMEIRE en Mevr.
S. VANDERHAEGEN.

De verslagen werden uitgebracht
door Mevr. J. DE KOSTERMANNENS,
eerste auditeur, en door de H.
M. VAN DAMME, auditeur. De nota's
van het Coördinatiebureau werden
opgesteld en toegelicht door Mevr.
M.-C. CEULE en door de H.
K. VERMASSEN, referendarissen.

La concordance entre la version
néerlandaise et la version
française a été vérifiée sous le
contrôle de M. J. VERMEIRE et Mme
S. VANDERHAEGEN.

Les rapports ont été présentés
par Mme J. DE KOSTER-MANNENS,
premier auditeur, et par
M. M. VAN DAMME, auditeur. Les
notes du Bureau de coordination ont
été rédigées et exposées par Mme
M.-C. CEULE et par
M. K. VERMASSEN, référendaires.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

A. BECKERS.

J. VERMEIRE.

ST.

- 152 -

L. 20.805/2.

L'avis concernant

Het advies betreffende

le titre Ier, chapitre I,
le titre III, chapitre III,
le titre VI, chapitres Ier à III,

titel I, hoofdstuk I,
titel III, hoofdstuk III,
titel VI, hoofdstukken I tot III,

a été donné par la deuxième chambre,
composée de

werd gegeven door de tweede kamer,
samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Les rapports ont été présentés par M. C. MENDIAUX, premier auditeur, et par MM. J. VANHAEVERBEEK et P. HERBIGNAT, auditeurs adjoints. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par M. B. DEROUAUX, référendaire et par M. I. KOVALOVSKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

De verslagen werden uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur, en door de HH. J. VANHAEVERBEEK en P. HERBIGNAT, adjunct-auditeurs. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris en door de H. I. KOVALOVSKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J. - J. STRYCKMANS.

Het advies betreffende

titel II, hoofdstukken VII, XI en XIII,
titel III, hoofdstuk I,
titel V,

werd gegeven door de achtste kamer,
samengesteld uit

de Heren : J. NIMMEGEERS,
Messieurs :

J. DE BRABANDERE,
D. VERBIEST,

J. GIJSSELS,
E. WYMEERSCH,

Mevrouw : F. LIEVENS,
Madame :

L'avis concernant

le titre II, chapitres VII, XI et XIII,
le titre III, chapitre I,
le titre V,

a été donné par la huitième chambre,
composée de

kamervoorzitter,
président de chambre,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

assessoren van de
afdeling wetgeving,
assesseurs de la
section de législation,

griffier,
greffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. NIMMEGEERS.

De verslagen werden uitgebracht door de H. D. ALBRECHT, auditeur, en door de H. B. SEUTIN, adjunct-auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de H. K. VERMASSEN, referendaris, en door de H. J. DRIJKONINGEN, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. NIMMEGEERS.

Les rapports ont été présentés par M. D. ALBRECHT, auditeur, en par M. B. SEUTIN, auditeur adjoint. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par M. K. VERMASSEN, référendaire, et par M. J. DRIJKONINGEN, référendaire adjoint.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

F. LIEVENS.

J. NIMMEGEERS.